



Indice de l'intégration
régionale en Afrique



Indice de l'intégration régionale en Afrique Rapport 2016



UNION AFRICAINE



GRUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DÉVELOPPEMENT



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

Remerciements

Le présent rapport et l'Indice d'intégration régionale en Afrique sont le fruit d'une collaboration étroite entre la Commission de l'Union africaine (CUA), la Banque africaine de développement (BAD) et la Commission économique pour l'Afrique (CEA).

Nos remerciements les plus sincères vont aux responsables de la septième Réunion annuelle conjointe de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de l'UA-CEA pour leur travail et leur approbation du cadre de l'indice. Nous souhaitons également exprimer notre gratitude aux pays membres et aux communautés économiques régionales ayant participé à la consultation, ainsi qu'aux points focaux régionaux et nationaux pour avoir été parties prenantes de la collecte de données destinées à la compilation de l'indice.

Nous remercions tout particulièrement Mme Nkosazana Dlamini Zuma, Présidente de la Commission de l'Union africaine, M. Akinwumi Adesina, Président de la Banque africaine de développement, et M. Carlos Lopes, Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, pour leurs hautes compétences et qualité de leaders. Au sein de la BAD, l'équipe est reconnaissante à Moono Mupotola pour les orientations et les conseils qu'elle a eu la bienveillance d'offrir sur le projet et son suivi. S'agissant des diverses institutions basées à Addis-Abeba, nous tenons également à remercier René Kouassi, Abdalla Hamdok, Giovannie Biha, Stephen Karingi, Chukwudozie Ezigbalike et David Luke pour leurs précieux conseils.

L'équipe chargée de l'élaboration et du calcul de l'indice, ainsi que de la production du rapport a travaillé sous la coordination de : Kutoati Adjewoda Koami (CUA) ; Jean-Guy Afrika, Adrien Akanni-Honvo, Harcel Nana Tomén et Olumide Abimbola (BAD) et William Davis (CEA).

Le rapport a également bénéficié de l'éminente contribution de plusieurs collègues au sein de ces trois institutions, à savoir : Dossina Yeo, Nzingoula Gildas Crepin, Fliss Liwaaddine et Manasseh Ntaganda (CUA) ; Saidi Slaheddine (BAD) ; Dimitri Sanga, Daniel Tanoe, Issoufou Seidou Sanda, Emmanuel Chinyama, Pedro Martins, Heini Suominen, Zheng Jian, Xuan Che, Katalin Bokor, Isabelle Gebretensaye, Habtom Tesfaye, Thomas Sinmegn, Elias Fisseha, Yared Bekele and Morgane Mathieu (ECA).

Nous tenons à saluer tout particulièrement Elena von Essen pour ses textes et Peggy Ford-Fyffe King pour la conception et les graphiques, ainsi que Harun Salah, Directeur de Prime Production Limited, et son équipe, pour la traduction en français du présent document, le Groupe français de traduction et d'édition de la CEA pour le contrôle de la qualité de la version française et Charles Ndungu et son équipe au Groupe de la publication et de l'impression de la CEA.

L'intégration, ça compte !

L'intégration régionale est une priorité du développement en Afrique. Ce sont tous les Africains, et pas seulement les législateurs et les décideurs, qui ont un rôle à jouer pour donner corps à l'intégration sur l'ensemble du continent.

En Afrique, l'intégration compte. Elle a des conséquences sur les types d'achats que réalisent les consommateurs, sur la diversité de l'offre sur les marchés locaux, sur la fluidité des déplacements des citoyens entre les pays, sur les destinations des déplacements de loisirs ou de travail, sur la viabilité économique des communications, sur les choix des lieux d'étude ou d'éventuels emplois, sur les modalités de transfert d'argent aux familles ou d'octroi de capitaux pour le lancement d'une entreprise.



Indice de l'intégration régionale en Afrique

Qu'est-ce que l'intégration régionale ? C'est la libre circulation des biens et de mouvement sur tout le continent africain. Cela implique la mise en place de dispositifs facilitant le transit transfrontalier des biens, dans le domaine des transports, de l'énergie et des télécommunications pour resserrer les liens entre un plus grand nombre

d'individus sur un ensemble plus étendu de pays, pour permettre aux hommes de traverser les frontières en toute liberté et aux capitaux et aux produits de transiter et de fructifier au delà des limites des territoires nationaux.

Le parcours de l'Afrique vers l'intégration et la construction d'un continent mieux connecté, plus compétitif, et ouvert au commerce, continue grâce à une feuille de route déjà en cours d'élaboration dans certaines zones. L'indice d'intégration régionale en Afrique est un outil d'action permettant de mesurer l'état d'avancement des progrès réalisés dans une Afrique en mouvement.

« La vision de l'Union africaine tend vers une Afrique intégrée, prospère et en paix, gérée par ses propres citoyens et représentant une force dynamique sur la scène internationale

Agenda 2063 de l'Union africaine



Avant-propos, Union africaine



L'Agenda 2063 identifie la vision du chemin à emprunter vers l'intégration de l'Afrique au cours des 50 prochaines années. Le Programme minimum d'intégration de la Commission de l'Union africaine et le premier Plan d'action décennal définissent les étapes spécifiques nécessaires à sa mise en place. Les grandes priorités du Plan sont avant tout l'intégration du commerce et des marchés, la libre circulation des personnes et le développement des infrastructures.

Le développement du commerce et de l'économie sont des éléments fondamentaux pour la réussite de l'Agenda 2063 et de l'intégration régionale, car ils contribueront à transformer l'économie et à stimuler la croissance. Il est donc important de mettre en place des mécanismes de suivi et d'éva-

luation des progrès accomplis sur tout le continent, en particulier dans le cadre du premier plan décennal de mise en œuvre. À cet égard, l'indice d'intégration régionale fera beaucoup pour transformer la façon dont nous agissons, en institutionnalisant une mentalité axée sur les résultats pour la mise en œuvre du programme de développement de l'Afrique.

Une intégration régionale plus profonde garantit un accès à des marchés plus vastes, ainsi que la définition de l'industrialisation et de la productivité dans le cadre des chaînes de valeur. Ceci se traduit par une meilleure mobilité des talents grâce à une politique d'attribution de visas plus ouverte. Les investissements dans les infrastructures permettent d'éviter la saturation des couloirs commerciaux régionaux et de faciliter les échanges en réduisant les délais et les coûts. La stabilisation des perspectives économiques garantit aussi l'augmentation des investissements étrangers.

Le continent doit ainsi accélérer son rythme, améliorer ses performances, et évaluer les modalités à adopter et les mesures à prendre. C'est à ce niveau qu'intervient l'indice d'intégration régionale en Afrique. Suite aux demandes exprimées en faveur d'un suivi et d'une évaluation de l'intégration lors de la Conférence des ministres de l'UA-CEA et de la Conférence des ministres africains en charge de l'intégration, une plateforme de collecte de données a été mise en place.

Grâce à la mise en œuvre de l'indice, la Commission de l'Union africaine, la Banque africaine de développement et la Commission économique pour l'Afrique rendent plus accessibles les objectifs d'intégration du continent. Des progrès notables ont été observés dans le cas de 28 pays des huit communautés économiques régionales, qui ont affiché les meilleures performances. Mais malgré ces résultats encourageants, les scores moyens obtenus en matière d'intégration restent dans la moitié inférieure de l'échelle. Le moment est donc venu pour l'Afrique de tirer des enseignements et d'intensifier encore ses efforts d'intégration régionale.



Erastus Mwencha

Vice-Président de la Commission de l'Union africaine

« La vision du Groupe de la Banque porte sur la construction d'un continent stable, intégré et prospère regroupant des pays compétitifs, diversifiés, dotés d'une économie durable et pleinement actifs dans le cadre des échanges et des investissements mondiaux ».

*Politique et stratégie d'intégration régionale (PSIR)
2014-2023 du Groupe de la Banque*



GRUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DEVELOPPEMENT

Avant-propos, Banque africaine de développement



L'intégration est au cœur de l'avenir de l'Afrique. Cet avenir sera forgé par 1,1 milliard de citoyens et une population jeune grandissante. C'est un avenir d'opportunités sur un marché de 54 pays, ce sont des consommateurs au pouvoir d'achat accru, dans une Afrique ouverte au commerce avec le reste du monde et concurrentielle dans le domaine des biens et des services à plus haute valeur ajoutée.

« Intégrer l'Afrique », « industrialiser l'Afrique », « éclairer l'Afrique et l'alimenter en énergie », « nourrir l'Afrique » et « améliorer la qualité de vie des populations africaines », sont les cinq grandes priorités stratégiques de la Banque en vue de transformer le continent au cours des dix prochaines années. Notre

Stratégie et politique d'intégration régionale (2014-2023) fournit le cadre propice à la réalisation de ces objectifs, du développement d'infrastructures régionales de haute qualité à l'accélération de l'industrialisation et du commerce et au renforcement des capacités essentielles au niveau national et régional.

La transformation de l'Afrique implique la nécessité de disposer de données et d'informations appropriées. Alors qu'il inaugure cette année sa première édition, l'indice d'intégration régionale en Afrique a pour ambition de combler le manque de connaissances sur l'intégration régionale. Il s'agit d'un outil dynamique et évolutif qui permet de suivre les performances des huit communautés économiques régionales (CER) du continent, et des pays appartenant à chaque CER, en termes d'intégration régionale de façon globale et par priorité stratégique. L'indice présente les meilleures performances et pointe les domaines à améliorer pour accélérer les progrès.

Les observations de l'indice font apparaître que chaque CER et chaque pays affichent des scores plus élevés que la moyenne sur au moins une priorité stratégique d'intégration. Ce sont là des fondations à partir desquelles chaque région peut consolider sa position et partager les enseignements et les acquis dans le but d'encourager des réformes plus profondes des politiques sur l'ensemble du continent.

Catalyseur du changement, l'indice permettra de renforcer les arguments en faveur d'une Afrique plus compétitive. Une Afrique mieux connectée, que ce soit au niveau des populations, des réseaux routiers ou des télécommunications, bénéficiant de flux commerciaux intra-africains mieux ancrés et d'un niveau de productivité accru. À terme, nous serons ainsi en mesure d'améliorer la qualité de la vie de tous les Africains et des générations futures.



Stefan Nalletamby

Vice Président p.i.,
Infrastructure, secteur privé and Intégration régionale
Banque africaine de développement

« Les Africains doivent se mettre en quête d'une croissance principalement ancrée sur leurs priorités et capable d'impulser une transformation structurelle.

L'intégration régionale est une stratégie déterminante du développement ».

*Commission économique pour l'Afrique ;
www.uneca.org.*



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

Avant-propos, Commission économique pour l'Afrique



Avoir la possibilité de mesurer le niveau d'intégration régionale est de prime importance pour le développement de l'Afrique, que ce soit dans le domaine du commerce, des infrastructures, de la production, de la mobilité des talents ou des investissements. Néanmoins, la progression de l'intégration sur l'ensemble du continent demeure difficile à juger et à évaluer par rapport aux objectifs et aux plans établis. Une surveillance des évolutions sur le terrain, région par région, grâce à un suivi des flux de marchandises, de produits et de personnes, se révèle aussi importante que l'examen en profondeur des cadres et des accords politiques.

La Commission économique pour l'Afrique travaille pour façonner les perspectives de transformation et de croissance de l'Afrique en promouvant la prospérité aux niveaux régional et sous-régional. Notre première priorité est la promotion de politiques et de programmes qui renforcent le processus de coopération et d'intégration économiques, en application du Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine et de l'Acte constitutif de l'Union africaine et, il va sans dire, de l'Agenda 2063.

Grâce à notre partenariat avec la Banque africaine de développement et la Commission de l'Union africaine, nous avons créé un outil novateur de mesure de l'intégration régionale : l'indice d'intégration régionale de l'Afrique. Cet indice est à la fois un exercice de mesure et une invitation à l'action. Il est conçu pour tous ceux pour qui les perspectives de l'Afrique ont un intérêt : les décideurs régionaux et nationaux, les législateurs, les chercheurs, les dirigeants d'entreprise, les représentants de la société civile, les partenaires de développement, les médias et le grand public.

L'indice est une source indépendante de données qualitatives sur l'intégration régionale permettant d'évaluer le niveau d'intégration de chaque Communauté économique régionale et de ses pays membres. Il permet d'en identifier les forces et les faiblesses précises grâce à une ventilation de l'intégration régionale au travers de cinq dimensions, et aussi d'en suivre la progression et les évolutions dans le temps.

Les observations sur l'indice ont dévoilé que les scores moyens les plus élevés concernent l'intégration commerciale, une priorité de longue date pour l'ensemble des régions. Ceci est de bon augure pour la Zone continentale de libre échange dont les négociations sont à présent en cours. Les scores régionaux moyens les moins élevés concernent l'intégration financière et macroéconomique, domaines dans lesquels les progrès se révèlent les plus lents actuellement.

L'indice permet ainsi d'identifier les secteurs où il est impératif de trouver des solutions si l'on veut donner corps aux différentes priorités du développement régional et sous-régional et, partant, construire une Afrique véritablement intégrée.



Abdalla Hamdok

Secrétaire exécutif adjoint et Économiste en chef
de la Commission économique pour l'Afrique

Glossaire

BAD	Banque africaine de développement
CAE	Communauté d'Afrique de l'Est
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEEAC	Communauté économique des États de l'Afrique centrale
CEN-SAD	Communauté des États sahélo-sahariens
CER	Communauté économique régionale
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
COMESA	Marché commun de l'Afrique orientale et australe
COMTRADE	Base de données des Nations Unies sur les statistiques commerciales des produits de base
FMI	Fonds monétaire international
IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement
ONU	Organisation des Nations Unies
OMC	Organisation mondiale du commerce
PIB	Produit intérieur brut
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
TIC	Technologies de l'information et des communications
UA	Union africaine
UMA	Union du Maghreb arabe

Table des matières

Remerciements	cov. 2
Avant-propos, Union africaine	3
Avant-propos, Banque africaine de développement	5
Avant-propos, Commission économique pour l'Afrique	7
 Section 1 : L'indice	
Composition de l'indice	11
Impacts de l'indice	12
L'indice d'intégration régionale en Afrique	13
L'intégration régionale globale dans les communautés économiques régionales	14
Scores globaux d'intégration régionale	
CAE	14
CEDEAO	14
CEEAC	14
CEN-SAD	14
COMESA	15
IGAD	15
SADC	15
UMA	15
Moyenne des scores globaux de l'intégration régionale par CER	15
Les cinq dimensions de l'indice dans les communautés économiques régionales	16
Intégration régionale globale : moyenne des scores des CER dans les cinq dimensions	16
L'intégration régionale globale : des scores plus élevés que la moyenne dans une ou plusieurs dimensions	
CAE	17
CEDEAO	17
CEEAC	17
CEN-SAD	17
COMESA	17
IGAD	17
SADC	17
UMA	17
L'intégration régionale globale par communauté économique régionale	18

Aperçu des scores d'intégration régionale par pays (dans l'ordre de score global) 19

CAE	19	COMESA	22
CEDEAO	19	IGAD	22
CEEAC	20	SADC	23
CEN-SAD	21	UMA	23

Les cinq dimensions de l'indice par pays par communauté économique régionale 24

Calendrier de l'indice 26

Section 2 : Les dimensions

Dimension 1 : Intégration commerciale 28

Scores par pays en intégration commerciale

CAE	28	COMESA	29
CEDEAO	28	IGAD	29
CEEAC	28	SADC	29
CEN-SAD	28	UMA	29

Comparaison des scores moyens par CER en intégration commerciale 29

Dimension 2 : Infrastructures régionales 30

Scores par pays en infrastructures régionales

CAE	30	COMESA	31
CEDEAO	30	IGAD	31
CEEAC	30	SADC	31
CEN-SAD	30	UMA	31

Comparaison des scores moyens par CER en infrastructures régionales 31

Dimension 3 : Intégration productive 32

Scores par pays en intégration productive

CAE	32	COMESA	33
CEDEAO	32	IGAD	33
CEEAC	32	SADC	33
CEN-SAD	32	UMA	33

Comparaison des scores moyens par CER en intégration productive 33

Dimension 4 : Libre circulation des personnes 34

Scores par pays en libre circulation des personnes

CAE	34	COMESA	35
CEDEAO	34	IGAD	35
CEEAC	34	SADC	35
CEN-SAD	34	UMA	35

Comparaison des scores moyens par CER en libre circulation des personnes 35

Dimension 5 : Intégration financière et macroéconomique 36

Scores par pays en intégration financière et macroéconomique

CAE	36	COMESA	37
CEDEAO	36	IGAD	37
CEEAC	36	SADC	37
CEN-SAD	36	UMA	37

Comparaison des scores moyens par CER en intégration financière et macroéconomique 37

Section 3 : Annexes

Plan de l'indice 39

Tableaux des scores et classement

CAE	40	COMESA	44
CEDEAO	40	IGAD	44
CEEAC	40	SADC	46
CEN-SAD	42	UMA	46

Tableau 1. Indice d'intégration régionale en Afrique (IIRA), composites et indicateurs 48

Section 1. L'indice

La mesure du niveau d'intégration régionale de l'Afrique permet d'évaluer l'évolution de la situation à travers le continent et s'avère un moyen important de mettre en lumière les lacunes existantes.

C'est un moyen dynamique et évolutif de suivre le processus d'intégration, en permettant à tout un chacun d'accéder à des informations vérifiées et qualitatives ouvrant la voie au dialogue et aidant à franchir les étapes suivantes ayant pour objectif d'assurer l'intégration de l'Afrique.

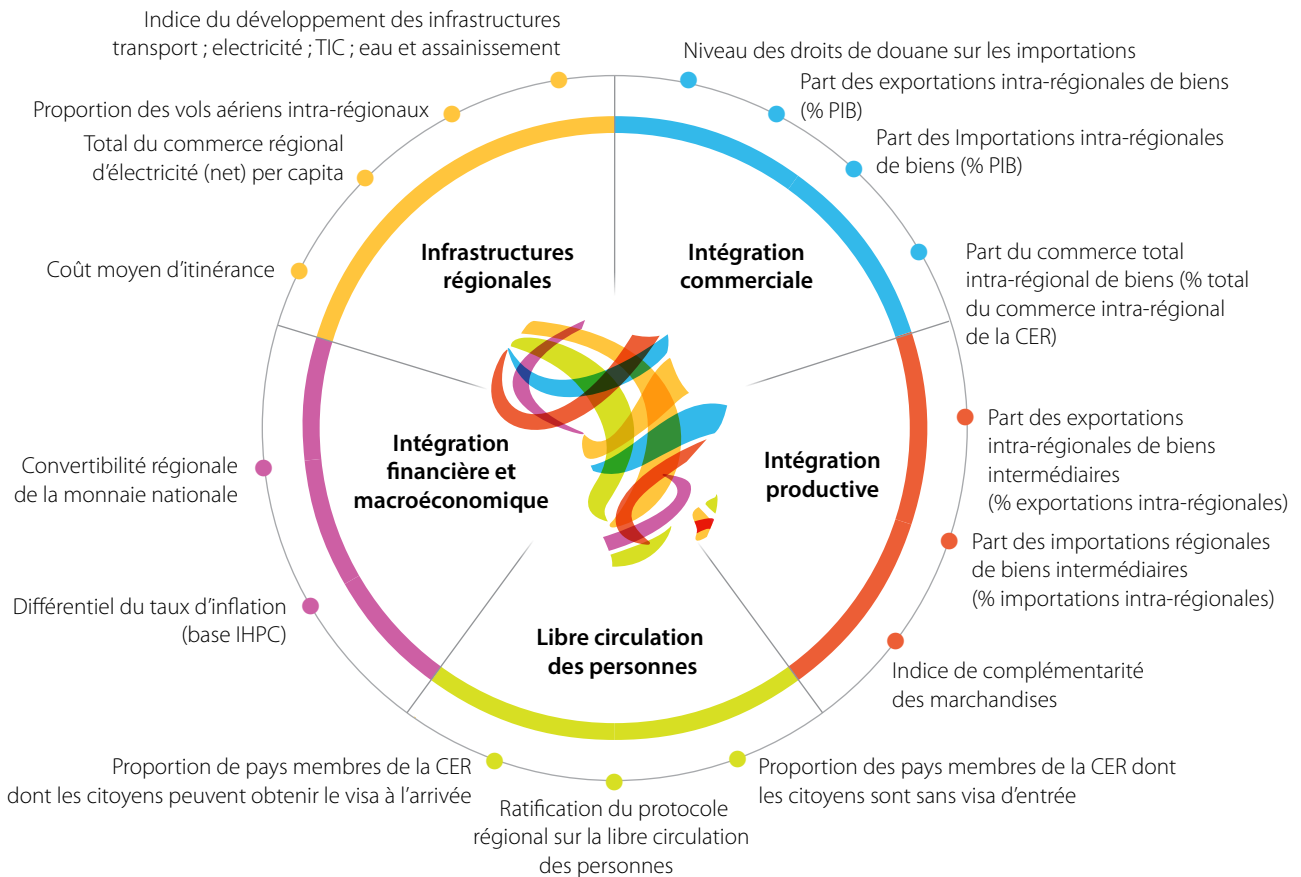
Composition de l'indice

L'indice se compose de cinq dimensions, lesquelles sont des catégories socioéconomiques fondamentales pour l'intégration de l'Afrique. Seize indicateurs (issus des données disponibles) transposables sur les cinq dimensions ont été utilisés pour le calcul. De plus amples détails sont donnés en Tableau 1.

Le rapport 2016 couvre les pays membres des huit communautés économiques régionales (CER) reconnues par l'Union africaine. Les dimensions et indicateurs choisis pour la compilation de cet indice se fondent sur le Traité d'Abuja et son cadre opérationnel.

L'intégration régionale est transfrontalière et multidimensionnelle. Les indicateurs qui possèdent une interaction transfrontalière et, après vérification, les données qualitatives, ont été utilisés dans la composition de l'indice. Les éditions futures de l'indice seront plus étoffées, au fur et au mesure que les informations seront plus disponibles.

L'indice : cinq dimensions et seize indicateurs



Impacts de l'indice

L'indice a pour objectif de devenir un outil d'intégration régionale accessible, complet, pratique et centré sur les résultats, essentiellement axé sur les réalités au niveau des politiques et sur le terrain.

- **Accessibilité** : une base de données centralisée sur l'intégration régionale sera publiée pour informer le public sur les décisions politiques et appuyer les réformes politiques sur les priorités stratégiques.
- **Exhaustivité** : les 16 indicateurs qui composent les cinq dimensions de l'indice offrent une vue générale et dimensionnelle de l'intégration régionale en Afrique.
- **Praticité** : classements et scores immédiats des CER et des pays membres des CER, dans l'ensemble ou par dimension. Les pays sont classés selon leurs performances au sein de chaque CER, selon qu'elles sont élevées, moyennes ou faibles.
- **Centrage sur les résultats** : analyse comparative au sein des CER et entre les CER, qui prend en compte la diversité des processus d'intégration de l'Afrique. Une CER, ainsi qu'un pays au sein d'une CER, peut identifier ses atouts et ses faiblesses au niveau de chacune des dimensions.

Les CER peuvent être comparées entre elles au niveau des scores d'intégration dans l'ensemble et à partir de chacune des cinq dimensions. Sachant que l'indice reconnaît et utilise les CER comme les pierres d'assise de la Communauté économique africaine sur la base du Traité d'Abuja, il n'existe pas de classement global des pays.¹

La classification d'un pays au sein d'une CER indique (selon un intervalle de confiance de 95 %) qu'un pays obtient :

- **des performances élevées** – avec un score plus élevé que la moyenne des pays
- **des performances moyennes** – avec un score dans la moyenne des pays
- **des performances faibles** – avec un score inférieur à la moyenne des pays

Certains pays étant membres de plusieurs CER, ils apparaissent dans plusieurs classements/scores. Pour visualiser les progrès à accomplir dans l'ensemble, ainsi qu'à l'intérieur des dimensions spécifiques, les pays peuvent être comparés à partir des scores moyens des pays affichant les meilleures performances au sein d'une CER donnée. Dans le cas des CER regroupant six pays ou plus, la référence consiste en la moyenne des quatre pays les plus performants. Dans le cas des CER composées de moins de six pays, la référence consiste en la moyenne des deux pays les plus performants.

Les communautés économiques régionales (CER) sont des regroupements régionaux d'États africains. Ces communautés, qui se sont établies individuellement, jouent des rôles et ont des structures différents. De façon générale, l'objectif des CER est de faciliter l'intégration économique régionale entre les membres dans chaque région et via la Communauté économique africaine (CEA) au sens large, établie aux termes du Traité d'Abuja (1991). Le Plan d'action de Lagos pour le développement de l'Afrique de 1980 et le Traité d'Abuja ont proposé la création des CER en tant que fondement de l'intégration de l'ensemble de l'Afrique, afin de réaliser l'intégration régionale et à terme continentale.

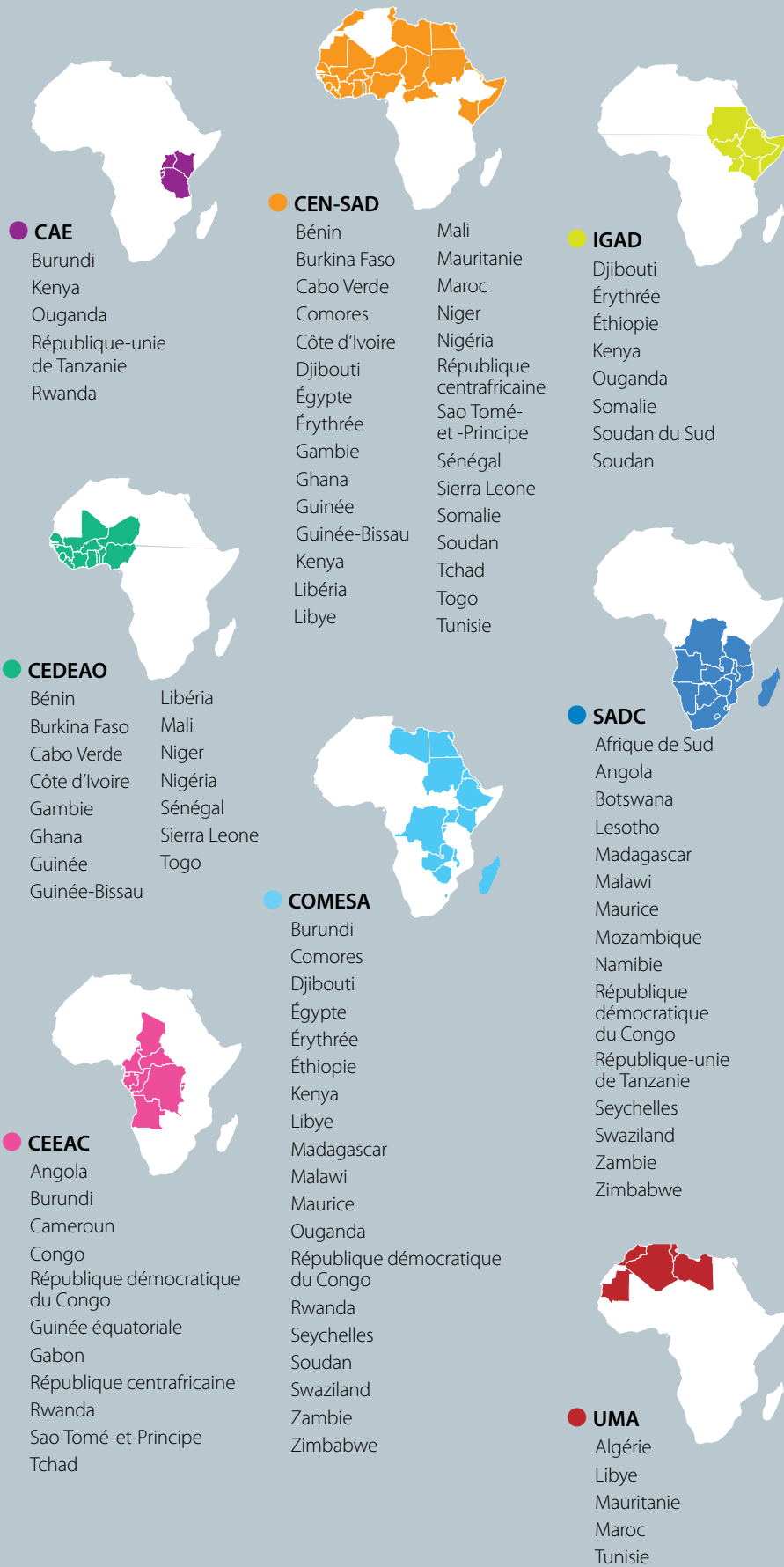
L'Union africaine reconnaît l'existence de huit CER :²

CAE	Communauté d'Afrique de l'Est
CEEAC	Communauté économique des États de l'Afrique centrale
CEDEAO	Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest
CEN-SAD	Communauté des États sahélo-sahariens
COMESA	Marché commun de l'Afrique orientale et australe
IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
UMA	Union du Maghreb arabe

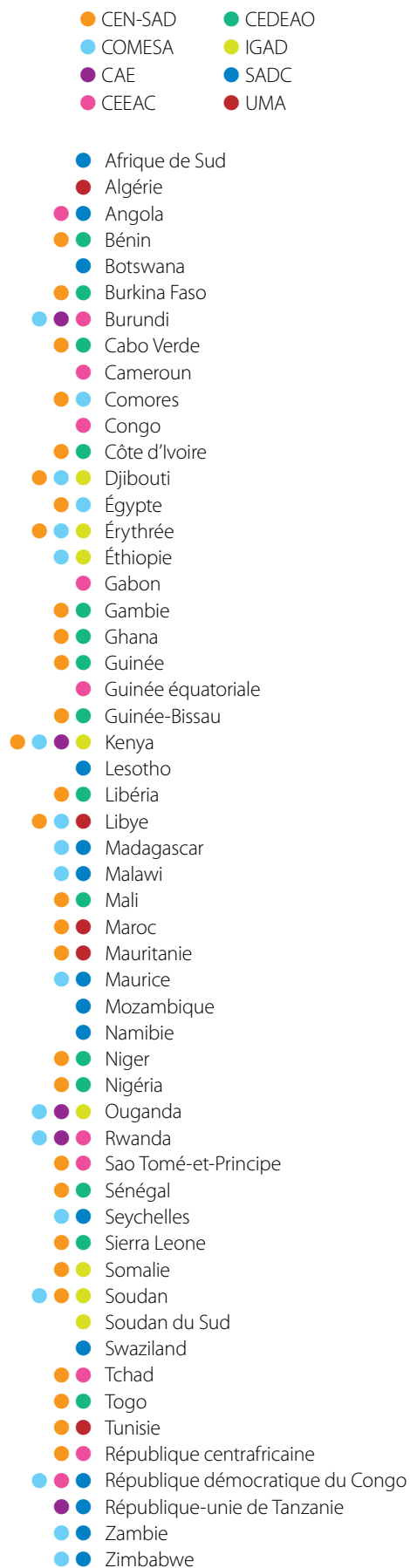
1. Un indice complet permettant d'établir le classement des 54 pays sera présenté dans les éditions ultérieures du présent rapport.

2. Union africaine, <http://www.au.int/en/organs/recs>

L'indice d'intégration régionale en Afrique

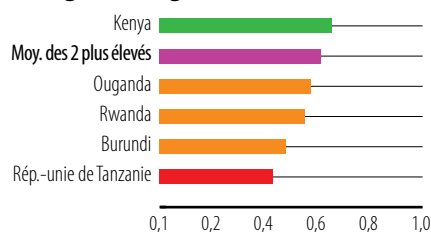


Certains pays sont membres de plus d'une CER :

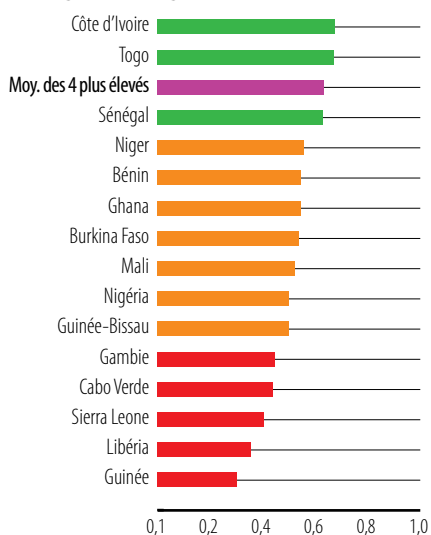


L'intégration régionale globale dans les communautés économiques régionales

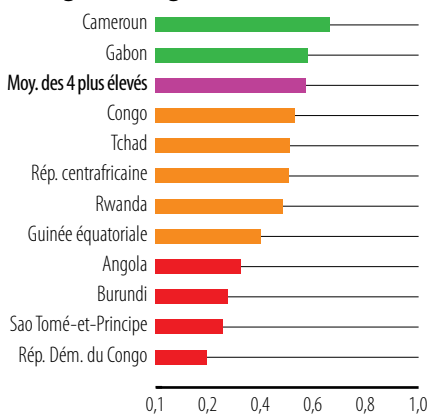
CAE : scores globaux d'intégration régionale



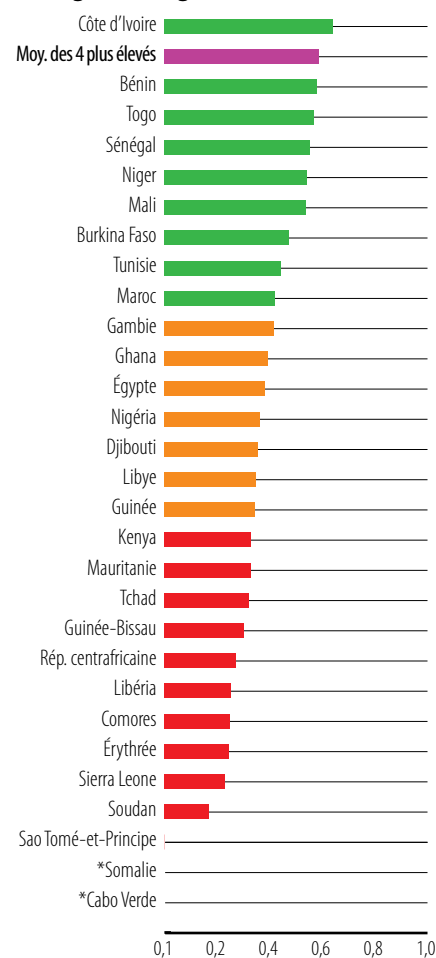
CEDEAO : scores globaux d'intégration régionale



CEEAC : scores globaux d'intégration régionale



CEN-SAD : scores globaux d'intégration régionale



- Pays de performance élevée - le score est plus élevé que la moyenne des pays
 - Pays de performance moyenne - le score est dans la moyenne des pays
 - Pays de performance faible - le score est inférieur à la moyenne des pays
 - Moyenne des pays les plus performants dans la CER
- Les scores sont calculés de 0 (bas) à 1 (élevé).
 - Moyenne avec un intervalle de confiance de 95 %
 * Données complètes non disponibles pour le calcul.

Les observations sur l'indice reflètent les progrès réalisés par rapport aux programmes d'intégration régionale des REC, qui obtiennent des scores élevés dans des domaines auxquels elles ont accordé la priorité à ce jour dans le cadre du programme d'intégration régionale.

Les différentes performances des CER au niveau des dimensions soulignent comment la situation progresse en adoptant une approche sous-régionale plutôt qu'une approche à l'échelle continentale en faveur de l'intégration en Afrique.

Observations

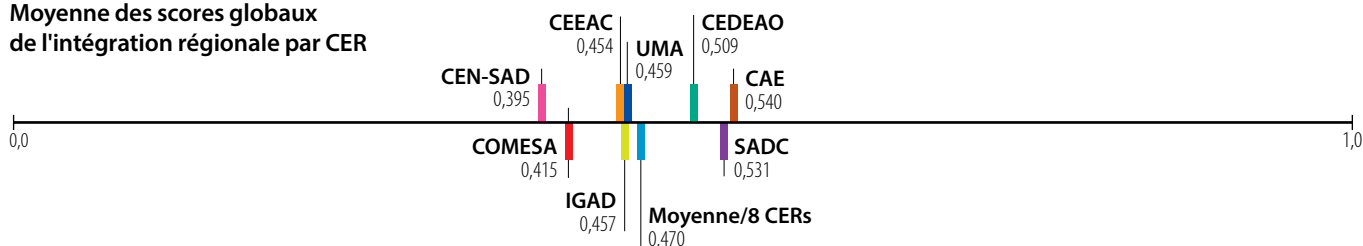
- Les scores d'intégration régionale moyens des CER se situent à 0,470 sur un échelle de 0 (bas) à 1 (élevé).

Les scores d'intégration régionale moyens des huit CER sont inférieurs au niveau moyen de l'échelle de 0 à 1. Ce résultat démontre que l'intégration globale dans les régions pourrait encore progresser de façon significative.

- La CAE est la CER affichant les meilleures performances en termes d'intégration régionale globale.

La CAE obtient des scores plus élevés que la moyenne des CER sur chacune des dimensions de l'intégration régionale, excepté pour ce qui est de l'intégration financière et macroéconomique.

Moyenne des scores globaux de l'intégration régionale par CER



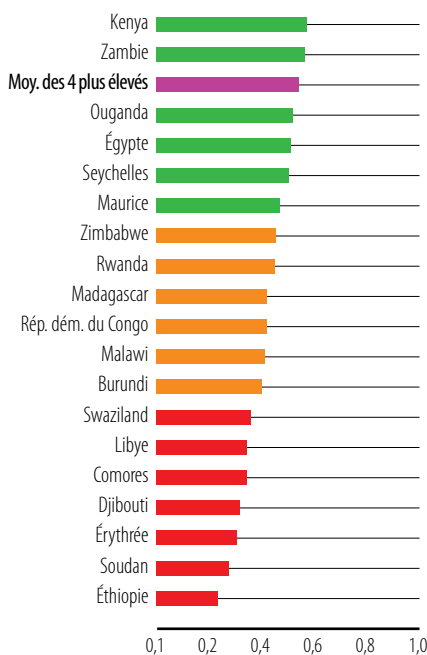
Observations

- La SADC et la CEDEAO obtiennent des scores supérieurs à la moyenne des CER en termes d'intégration régionale globale.

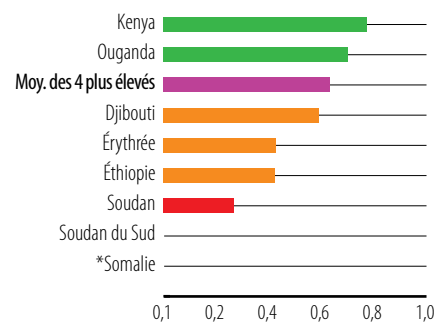
La SADC obtient des scores plus élevés que la moyenne des CER sur les dimensions des infrastructures régionales, de la libre circulation des personnes et de l'intégration financière et macroéconomique.

La CEDEAO obtient des scores plus élevés que la moyenne des CER sur les dimensions de la libre circulation des personnes et de l'intégration financière et macroéconomique.

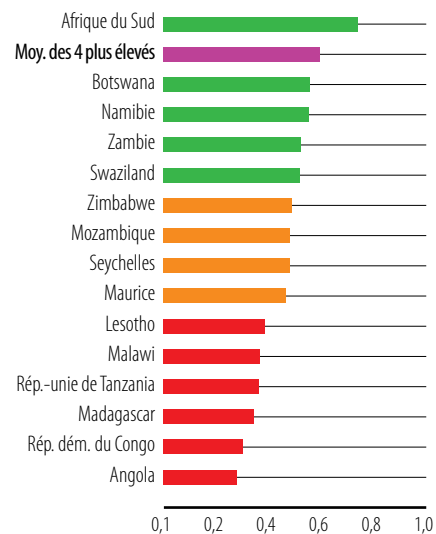
COMESA : scores globaux d'intégration régionale



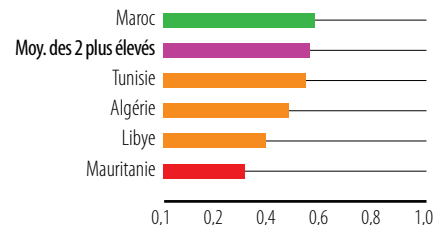
IGAD : scores globaux d'intégration régionale



SADC : scores globaux d'intégration régionale



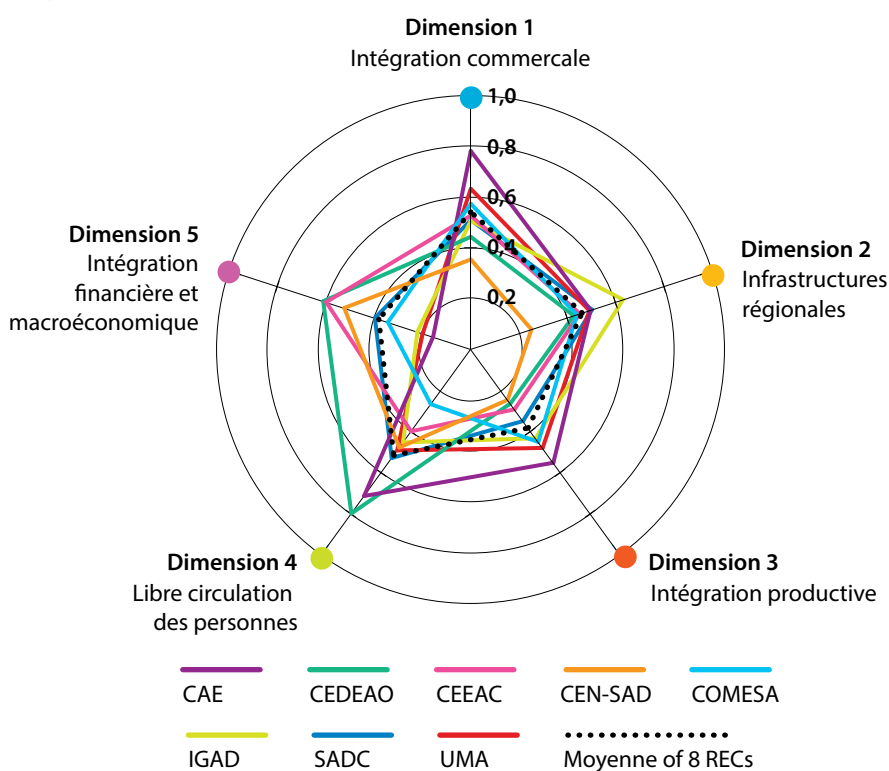
UMA : scores globaux d'intégration régionale



Les cinq dimensions de l'indice dans les communautés économiques régionales

Chaque CER possède une base solide sur laquelle étayer ses performances et agir transversalement sur les autres dimensions, lesquelles peuvent renforcer l'agenda de l'intégration et relever le score d'intégration régionale globale par CER. Pour appuyer davantage les réformes des politiques d'intégration sur l'ensemble du continent, les huit CER peuvent partager leurs enseignements et leurs expériences sur chacune des dimensions pour lesquelles leurs performances ressortent au-dessus de la moyenne.

Intégration régionale globale : moyenne des scores des CER dans les cinq dimensions



Les scores sont calculés de 0 (bas) à 1 (élevé)

CER	intégration commerciale	infrastructures régionales	intégration productive	libre circulation des personnes	intégration financière et macroéconomique
CAE	0,780	0,496	0,553	0,715	0,156
CEDEAO	0,442	0,426	0,265	0,800	0,611
CEEAC	0,526	0,451	0,293	0,400	0,599
CEN-SAD	0,353	0,251	0,247	0,479	0,524
COMESA	0,572	0,439	0,452	0,268	0,343
IGAD	0,505	0,630	0,434	0,454	0,221
SADC	0,508	0,502	0,350	0,530	0,397
UMA	0,631	0,491	0,481	0,493	0,199
Moyenne de huit CERs	0,540	0,461	0,384	0,517	0,381

Observations

■ Les scores les plus élevés concernent l'intégration commerciale, avec des scores moyens de 0,540 pour les CER. L'intégration commerciale est une priorité régionale de longue date pour l'ensemble des CER.

■ Les scores les moins élevés concernent l'intégration financière et macroéconomique, avec des scores moyens de 0,381 pour les CER.

L'intégration financière et macroéconomique reste limitée sur l'ensemble des CER, notamment en ce qui concerne la convertibilité des monnaies ou la coordination des politiques macroéconomiques.

■ Les scores moyens des CER sont plus rapprochés en ce qui concerne les infrastructures régionales et l'intégration productive.

Les infrastructures régionales et l'intégration productive reposent sur des programmes validés par les CER et enregistrent actuellement des progrès dans l'ensemble des régions.

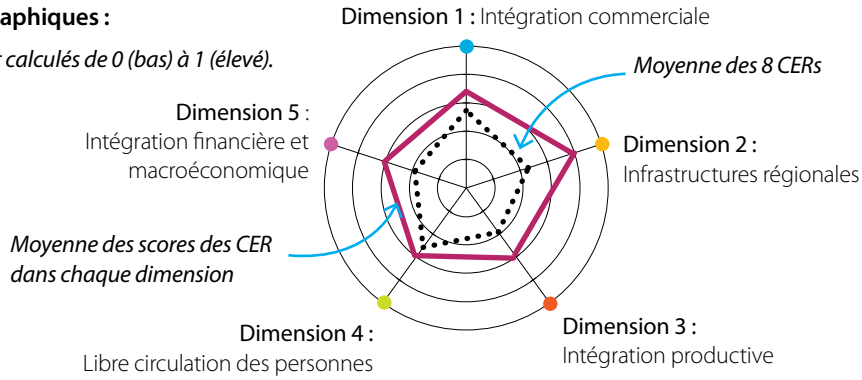
■ Les scores moyens des CER accusent davantage d'écart en ce qui concerne la libre circulation des personnes et l'intégration financière et macroéconomique.

Des protocoles de libre circulation des personnes ont été ratifiés mais leur mise en application sur le terrain a été confrontée à des difficultés dans plusieurs régions. L'institution d'un régime de convertibilité des monnaies et la coordination des politiques macroéconomiques au niveau régional n'ont pas non plus été particulièrement consistants.

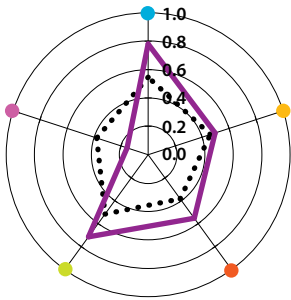
■ Chaque CER obtient des scores plus élevés que la moyenne dans une ou plusieurs dimensions.

Comment lire les graphiques :

Les scores sont calculés de 0 (bas) à 1 (élevé).

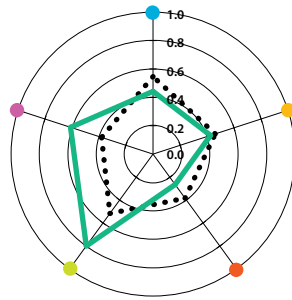


L'intégration régional globale : des scores plus élevés que la moyenne dans une ou plusieurs dimensions



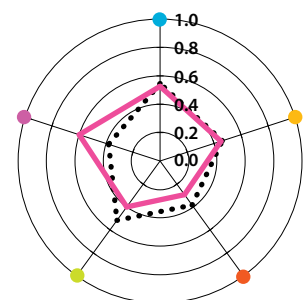
CAE

intégration commerciale, infrastructures régionales, intégration productive et libre circulation des personnes.



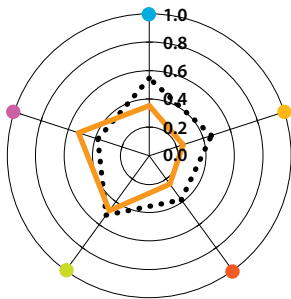
CEDEAO

libre circulation des personnes et intégration financière et macroéconomique.



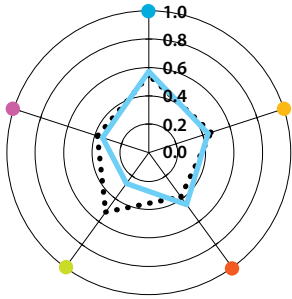
CEEAC

intégration financière et macroéconomique.



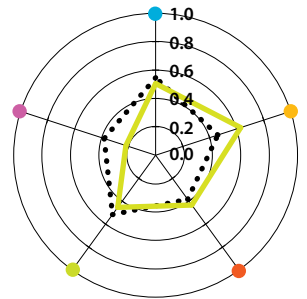
CEN-SAD

intégration financière et macroéconomique.



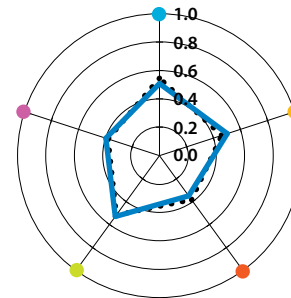
COMESA

intégration commerciale et intégration productive.



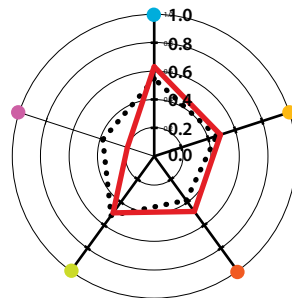
IGAD

infrastructures régionales et intégration productive.



SADC

infrastructures régionales, libre circulation des personnes et intégration financière et macroéconomique.



UMA

intégration commerciale, infrastructures régionales et intégration productive.

Note : Les performances de la CEN-SAD en matière d'intégration financière et macroéconomique sont liées au rattachement des pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) à une devise commune au sein de la zone franc CFA.

L'intégration régionale globale par communauté économique régionale

L'intégration est multidimensionnelle, tant pour les CER que pour les pays membres de chaque CER. La majorité des pays affichent des performances satisfaisantes dans au moins une des dimensions de l'intégration régionale, même dans les cas où leur score d'intégration régionale globale reste faible. À l'exception de la Somalie (membre de la CEN-SAD et de l'IGAD), aucun des pays n'accuse de faibles performances dans toutes les dimensions. Chaque pays peut partager ses enseignements et ses expériences avec les autres pays dans les domaines où ses performances sont excellentes et également identifier comment faire face à toute éventuelle lacune future.

Des pays « profondément intégrés »

Les pays ayant obtenu les meilleures performances en matière d'intégration régionale, par rapport à d'autres pays africains, sont considérés comme « profondément intégrés » aux économies fortement intégrées aux autres pays au sein de leur CER. Ces pays figurent parmi les quatre premiers au sein d'une CER qui possède plus de six pays membres, ou encore parmi les deux premiers d'une CER composée de moins de six pays membres.

Observations

- **Vingt-huit des pays dont les performances sont les meilleures** en matière d'intégration régionale globale sur les huit CER sont considérés comme « profondément intégrés ». Il s'agit des quatre premiers pays de la CEN-SAD, du COMESA, de la CEEAC, de la CEDEAO, de l'IGAD, et de la SADC et des deux premiers pays de la CAE et de l'UMA.³
- **La puissance économique d'un pays** (en pourcentage du PIB régional) ne correspond pas nécessairement à son score d'intégration régionale.

Les plus grandes puissances économiques ne sont pas nécessairement mieux intégrées au sein de leur CER, à l'exception de l'Afrique du Sud pour la région de la SADC et du Kenya dans le cas de la CAE. Ainsi, l'Algérie, l'Angola, l'Égypte, l'Éthiopie, la Libye, le Nigéria, la République démocratique du Congo, la République-Union de Tanzanie et le Soudan bénéficient d'un fort potentiel d'intégration au sein de leur CER en impulsant leur économie vers la région.

CEN-SAD

- Le **Nigéria** représente 37 % du PIB régional mais ne figure pas parmi les meilleures performances en termes d'intégration régionale. C'est également le cas de l'**Égypte**, qui représente 18 % du PIB régional.
- La **Côte d'Ivoire**, l'un des fers de lance de l'intégration régionale, ne se voit attribuer que 3 % du PIB régional.

COMESA

- L'**Égypte** apporte la plus importante contribution à la région en matière de création de richesse (avec 35 % du PIB régional) mais ne ressort qu'au quatrième rang du classement en matière d'intégration régionale.
- Le **Soudan** et la **Libye** sont respectivement les deuxième et troisième contributeurs de la création de richesse mais n'affichent pas les meilleures performances.

CAE

- Le **Kenya** et l'**Ouganda** figurent parmi les trois premiers créateurs de richesses dans la région, avec 39 % et 21 % du PIB régional respectivement. La **République-union de Tanzanie**, second contributeur du PIB régional, est le pays le moins intégré

CEEAC

- L'**Angola** et la **République démocratique du Congo** sont les principaux contributeurs de la création de richesse avec 36 % et 19 % du PIB régional respectivement, mais n'affichent pas les meilleures performances.
- Le **Cameroun** détient la première place, bien que n'étant que le troisième contributeur du PIB de la région.

CEDEAO

- Le **Nigéria** apporte la plus importante contribution à la région en matière de création de richesse (avec 75 % du PIB régional) mais ne fait pas partie des pays détenant les meilleures performances de l'intégration régionale.
- La **Côte d'Ivoire**, l'une des références de l'intégration régionale, ne représente que 6 % du PIB de la région.

IGAD

- L'**Éthiopie**, le **Soudan** et le **Kenya** sont les principaux créateurs de richesse de la région (avec 29 %, 28,5 % et 27,7 % du PIB régional respectivement).
- Seul le **Kenya** figure parmi les pays qui obtiennent les meilleures performances en matière d'intégration régionale.

SADC

- L'**Afrique du Sud** représente à la fois 61 % du PIB régional et les meilleures performances des pays de la CER.
- Les autres pays les plus performants ne sont pas les premiers créateurs de richesse de la région (**Botswana**, **Namibie**, **Zambie**, 2 %, 1,8 % et 2,5 % du PIB régional respectivement).

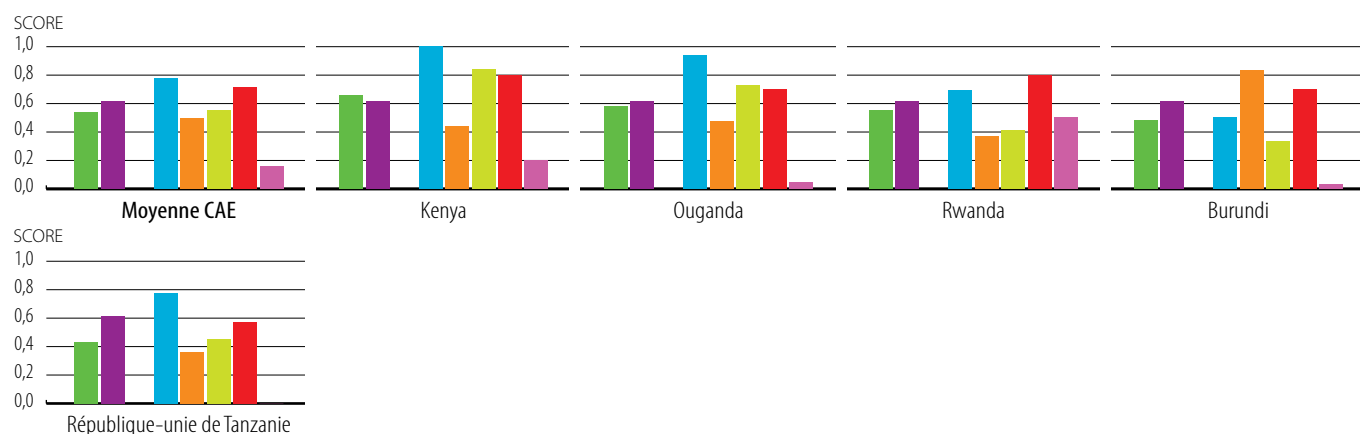
UMA

- L'**Algérie** contribue au PIB de la région à hauteur de 42 % mais ne délivre pas l'une des meilleures performances pour ce qui est de l'intégration régionale.
- Le **Maroc** et la **Tunisie** détiennent de meilleurs scores en matière d'intégration régionale.⁴

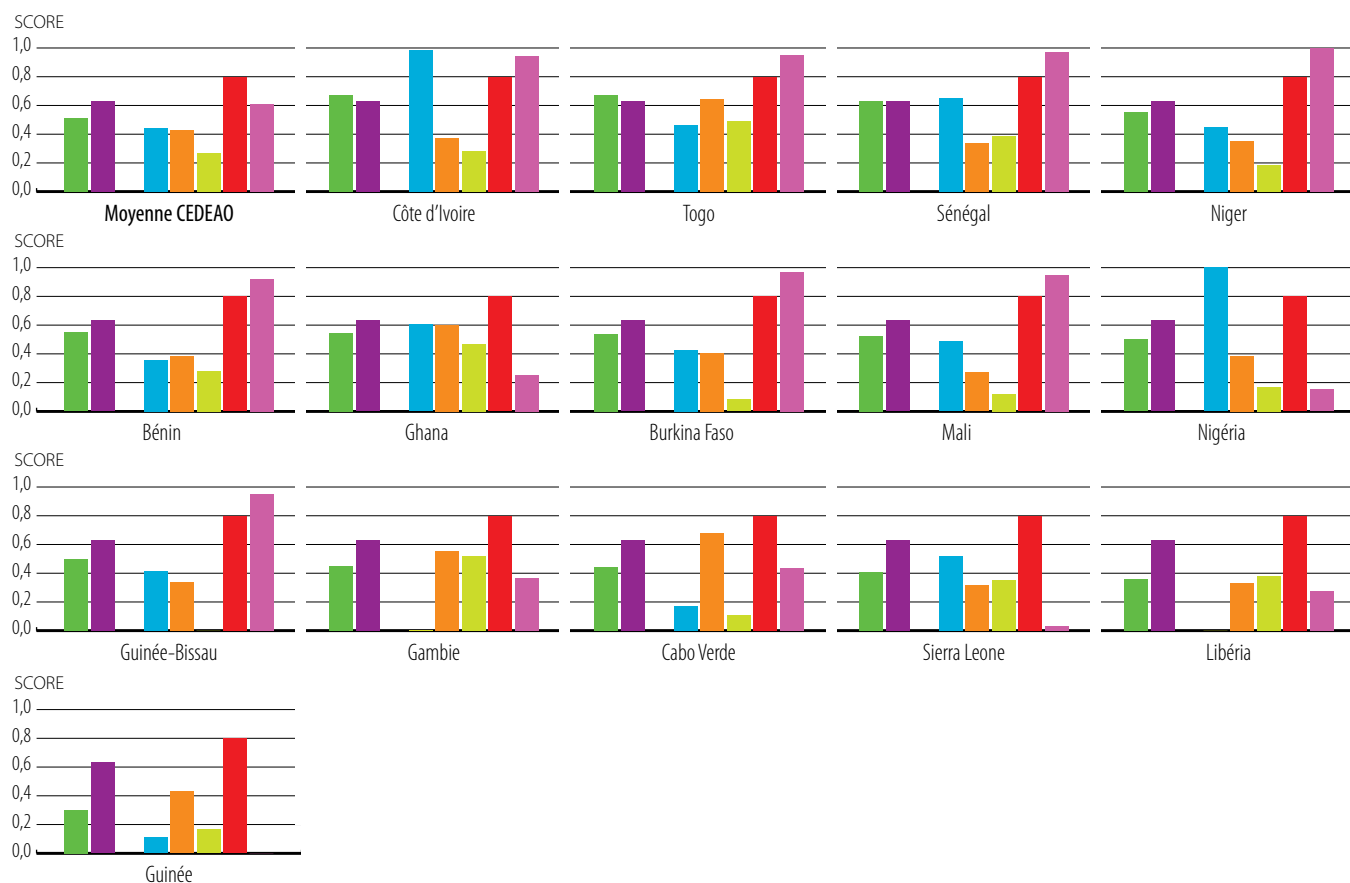
3. Certains pays apparaissent à deux reprises dans cette liste, du fait qu'ils sont « profondément intégrés » dans plus d'une CER.

4. Les parts de PIB régional des différents pays ont été calculées par les auteurs à partir de la base de données UNCTADStat, consultée en 2016.

CAE : Aperçu des scores d'intégration régionale par pays (dans l'ordre de rang global)

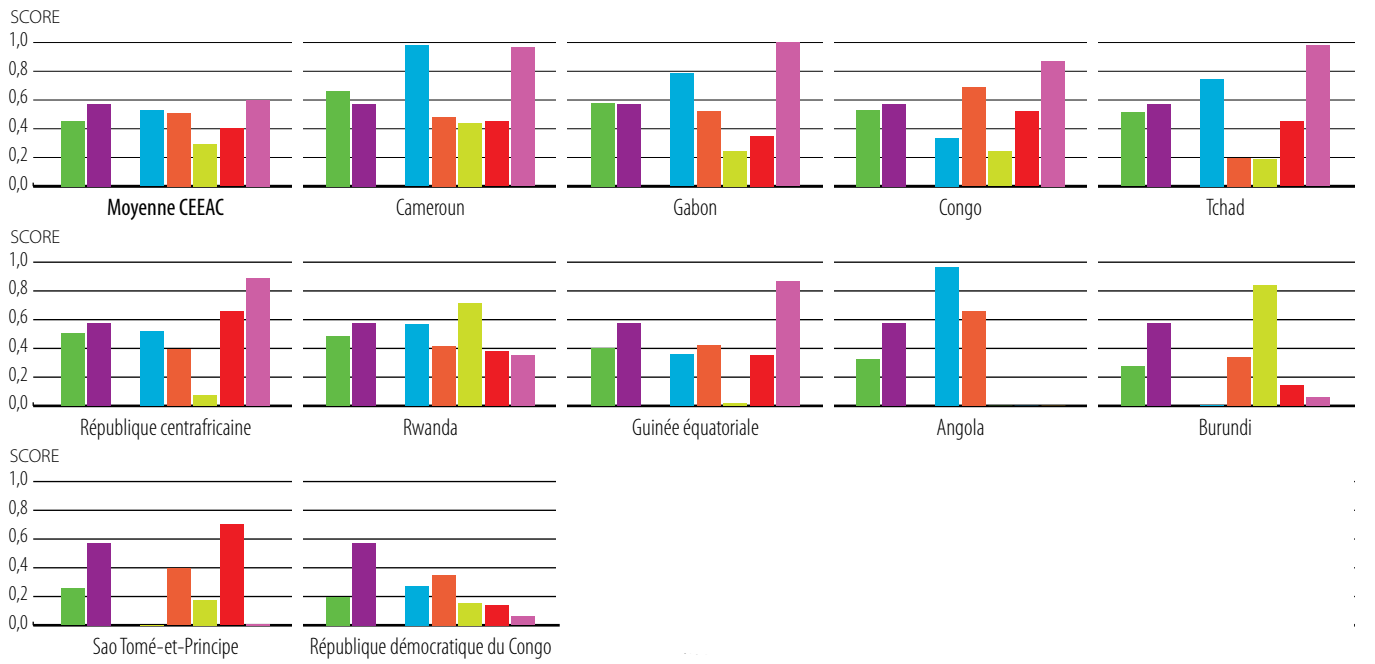


CEDEAO : Aperçu des scores d'intégration régionale par pays (dans l'ordre de score global)



*Moyenne simple **Moyenne avec un intervalle de confiance de 95 %

CEEAC : Aperçu des scores d'intégration régionale par pays (dans l'ordre de score global)



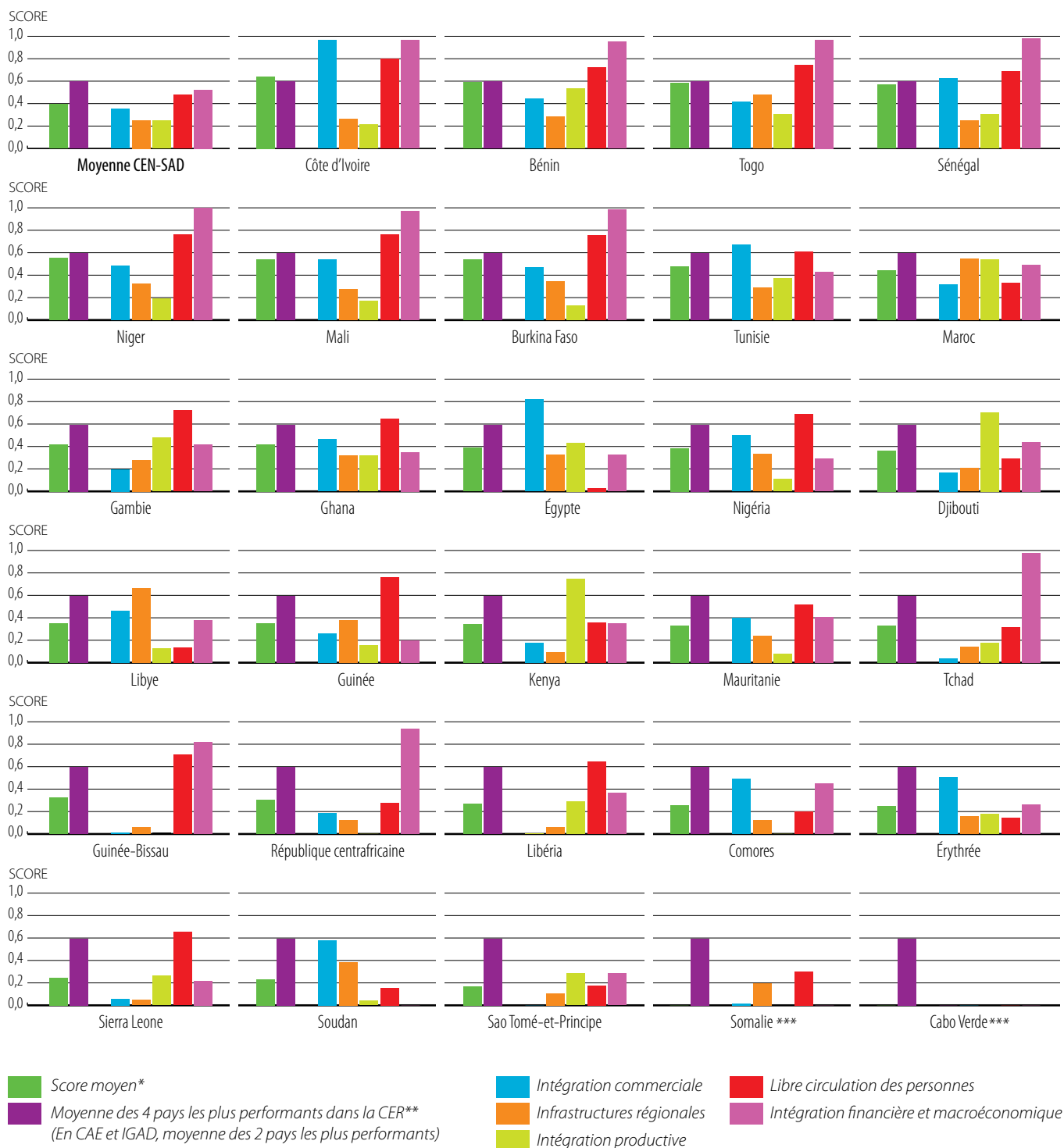
■ Score moyen*
 ■ Intégration commerciale
■ Libre circulation des personnes

■ Moyenne des 4 pays les plus performants dans la CER** (En CAE et IGAD, moyenne des 2 pays les plus performants)
 ■ Infrastructures régionales
■ Intégration financière et macroéconomique

■ Intégration productive

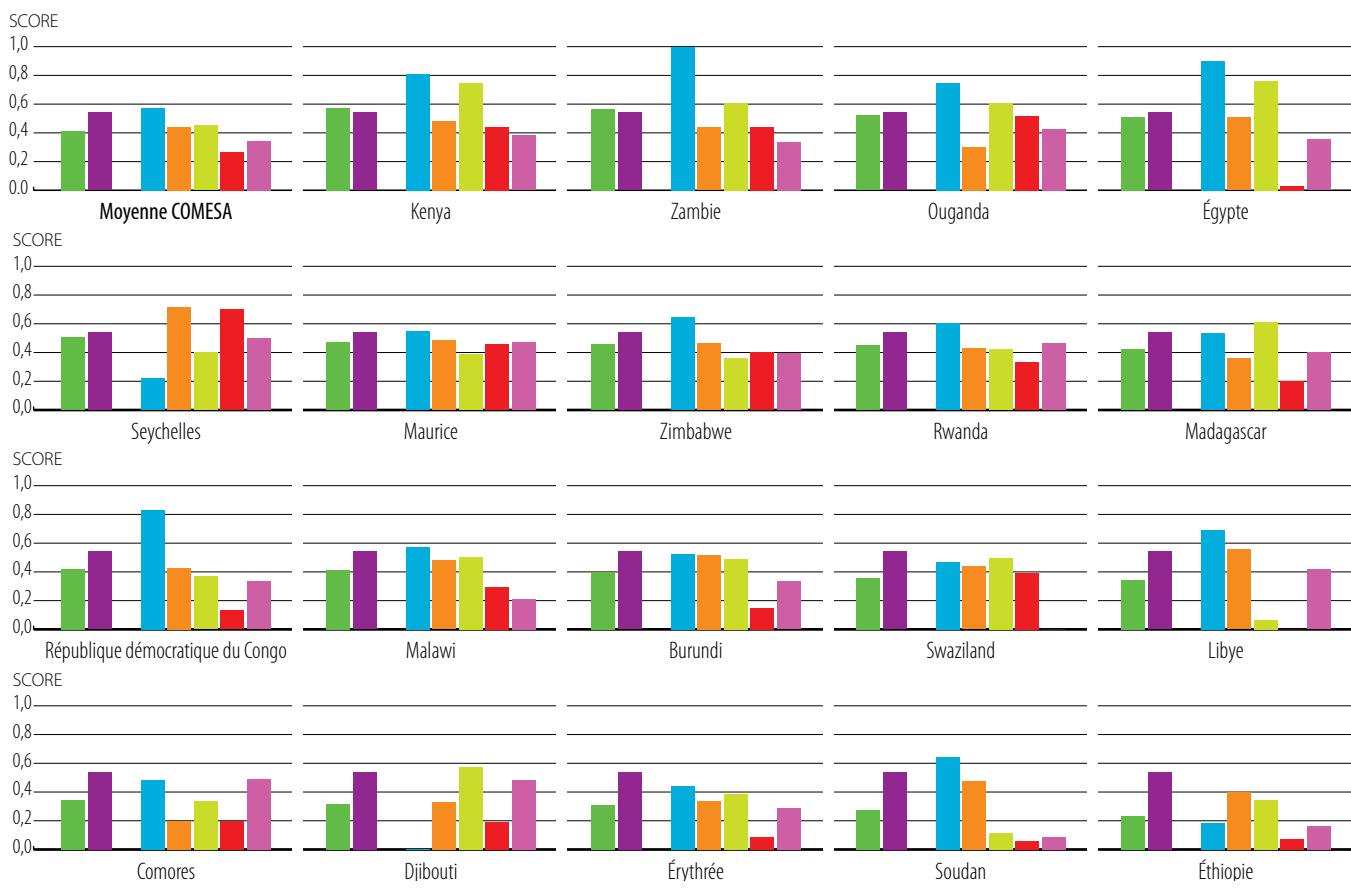
* Moyenne simple **Moyenne avec un intervalle de confiance de 95 %

CEN-SAD : Aperçu des scores d'intégration régionale par pays (dans l'ordre de score global)

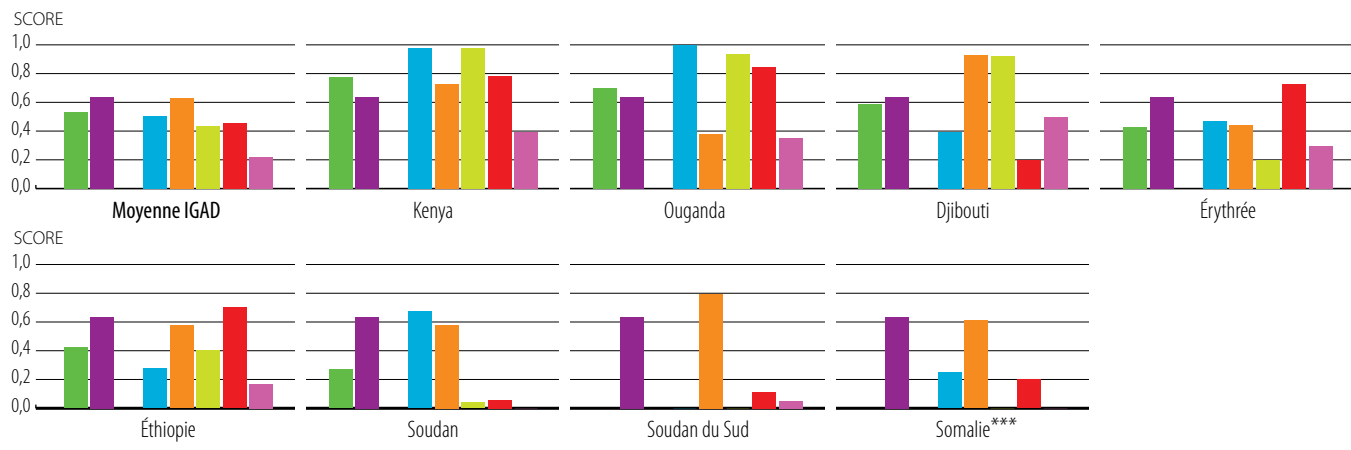


* Moyenne simple **Moyenne avec un intervalle de confiance de 95 %
 *** Données complètes non disponibles pour le calcul.

COMESA : Aperçu des scores d'intégration régionale par pays (dans l'ordre de score global)



IGAD : Aperçu des scores d'intégration régionale par pays (dans l'ordre de score global)

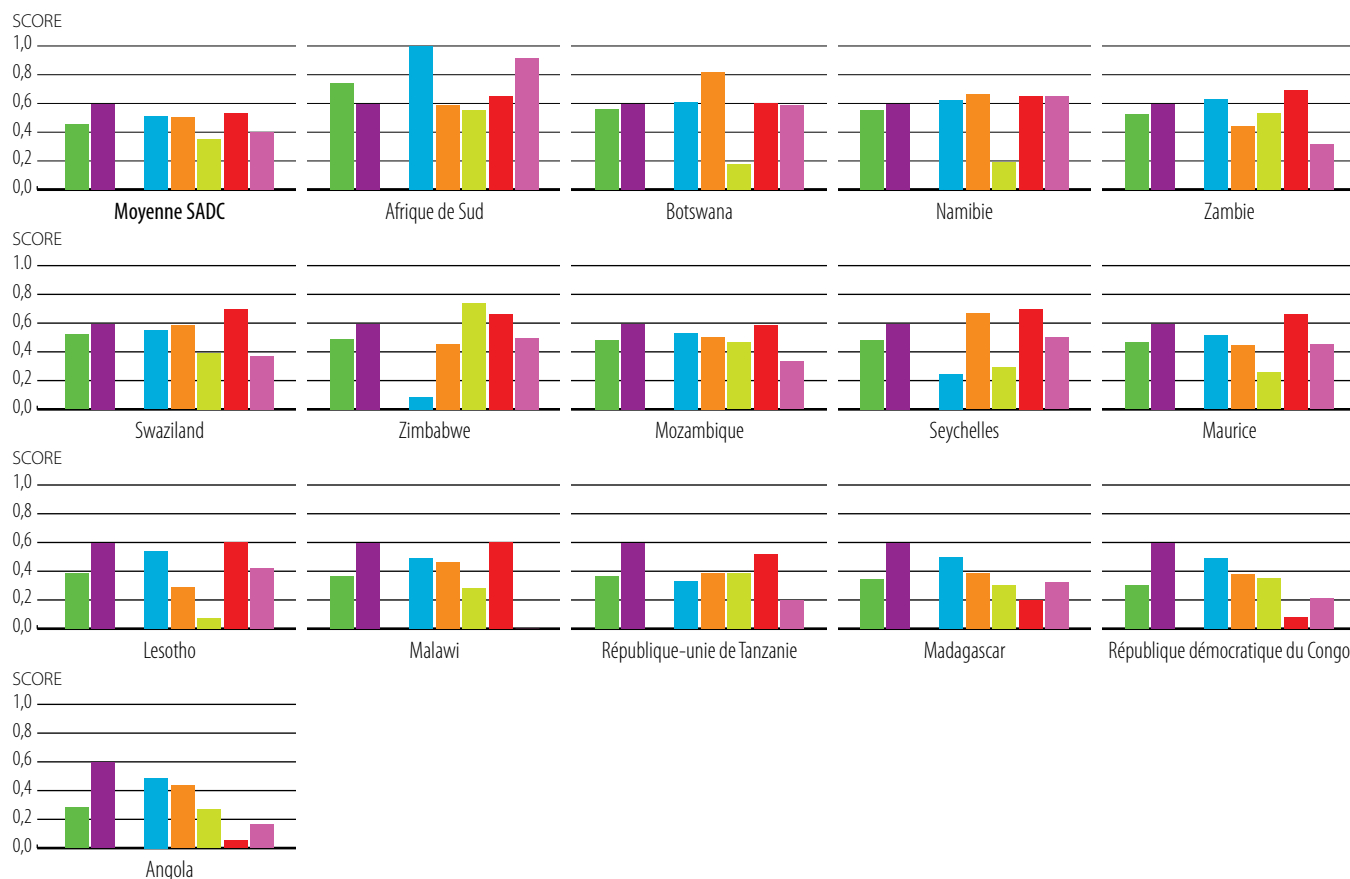


- Score moyen*
- Moyenne des 4 pays les plus performants dans la CER**
(En CAE et IGAD, moyenne des 2 pays les plus performants)
- Intégration commerciale
- Infrastructures régionales
- Libre circulation des personnes
- Intégration financière et macroéconomique
- Intégration productive

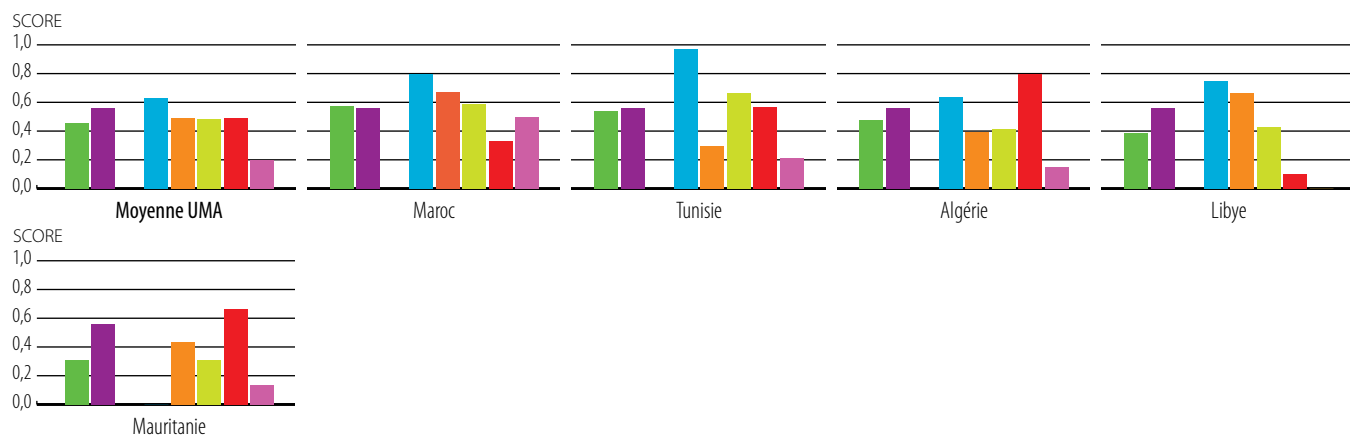
* Moyenne simple **Moyenne avec un intervalle de confiance de 95 %

*** Données complètes non disponibles pour le calcul.

SADC : Aperçu des scores d'intégration régionale par pays (dans l'ordre de score global)



UMA : Aperçu des scores d'intégration régionale par pays (dans l'ordre de score global)



■ Score moyen*
 ■ Intégration commerciale
 ■ Libre circulation des personnes
■ Moyenne des 4 pays les plus performants dans la CER** (En CAE et IGAD, moyenne des 2 pays les plus performants)
 ■ Infrastructures régionales
 ■ Intégration financière et macroéconomique
■ Intégration productive

* Moyenne simple **Moyenne avec un intervalle de confiance de 95 %

Les cinq dimensions de l'indice par pays par communauté économique régionale

Des pays « largement intégrés »

Les pays sont considérés comme « largement intégrés » lorsqu'ils sont fortement intégrés dans au moins trois dimensions de l'indice, affichant une vaste diversité dans leur programme.

Premiers pays en termes d'intégration régionale affichant des scores élevés d'intégration « profonde et large »

L'intégration est considérée être « profonde et large » lorsqu'un pays est fortement intégré au sein d'une CER (et figure parmi les quatre ou deux premiers pays au sein d'une CER) et affiche de solides performances dans au moins trois dimensions.

CAE

N°1 **Kenya** : affiche un score élevé en termes d'intégration commerciale, d'intégration productive, de libre circulation des personnes

CEDEAO

N°1 **Côte d'Ivoire** : affiche un score élevé en termes d'intégration commerciale, de libre circulation des personnes, d'intégration financière et macroéconomique

N°2 **Togo** : affiche un score élevé en termes d'infrastructures régionales, d'intégration productive, de libre circulation des personnes, d'intégration financière et macroéconomique

N°3 **Sénégal** : affiche un score élevé en termes d'intégration commerciale, d'intégration productive, de libre circulation des personnes, d'intégration financière et macroéconomique

Observations

Dix-neuf des pays les plus performants et « profondément intégrés » peuvent également être considérés comme largement intégrés, affichant de solides performances dans trois dimensions ou plus.

CEN-SAD

N°1 **Côte d'Ivoire** : affiche un score élevé en termes d'intégration commerciale, de libre circulation des personnes, d'intégration financière et macroéconomique

N°2 **Bénin** : affiche un score élevé en termes d'intégration productive, de libre circulation des personnes, d'intégration financière et macroéconomique.

N°3 **Togo** : affiche un score élevé en termes d'infrastructures régionales, de libre circulation des personnes, d'intégration financière et macroéconomique

N°4 **Sénégal** : affiche un score élevé en termes d'intégration commerciale, de libre circulation des personnes, d'intégration financière et macroéconomique

COMESA

N°1 **Kenya** : affiche un score élevé en termes d'intégration commerciale, d'intégration productive, de libre circulation des personnes

N°2 **Zambie** : affiche un score élevé en termes d'intégration commerciale, d'intégration productive, de libre circulation des personnes

N°3 **Ouganda** : affiche un score élevé en termes d'intégration commerciale, d'intégration productive, de libre circulation des personnes, d'intégration financière et macroéconomique

N°4 **Égypte** : affiche un score élevé en termes d'intégration commerciale, d'infrastructures régionales, d'intégration productive

IGAD

N°1 **Kenya** : affiche un score élevé en termes d'intégration commerciale, d'intégration productive, de libre circulation des personnes, d'intégration financière et macroéconomique

N°2 **Ouganda** : affiche un score élevé en termes d'intégration commerciale, d'intégration productive, de libre circulation des personnes

N°3 **Djibouti** : affiche un score élevé en termes d'infrastructures régionales, d'intégration productive, d'intégration financière et macroéconomique

SADC

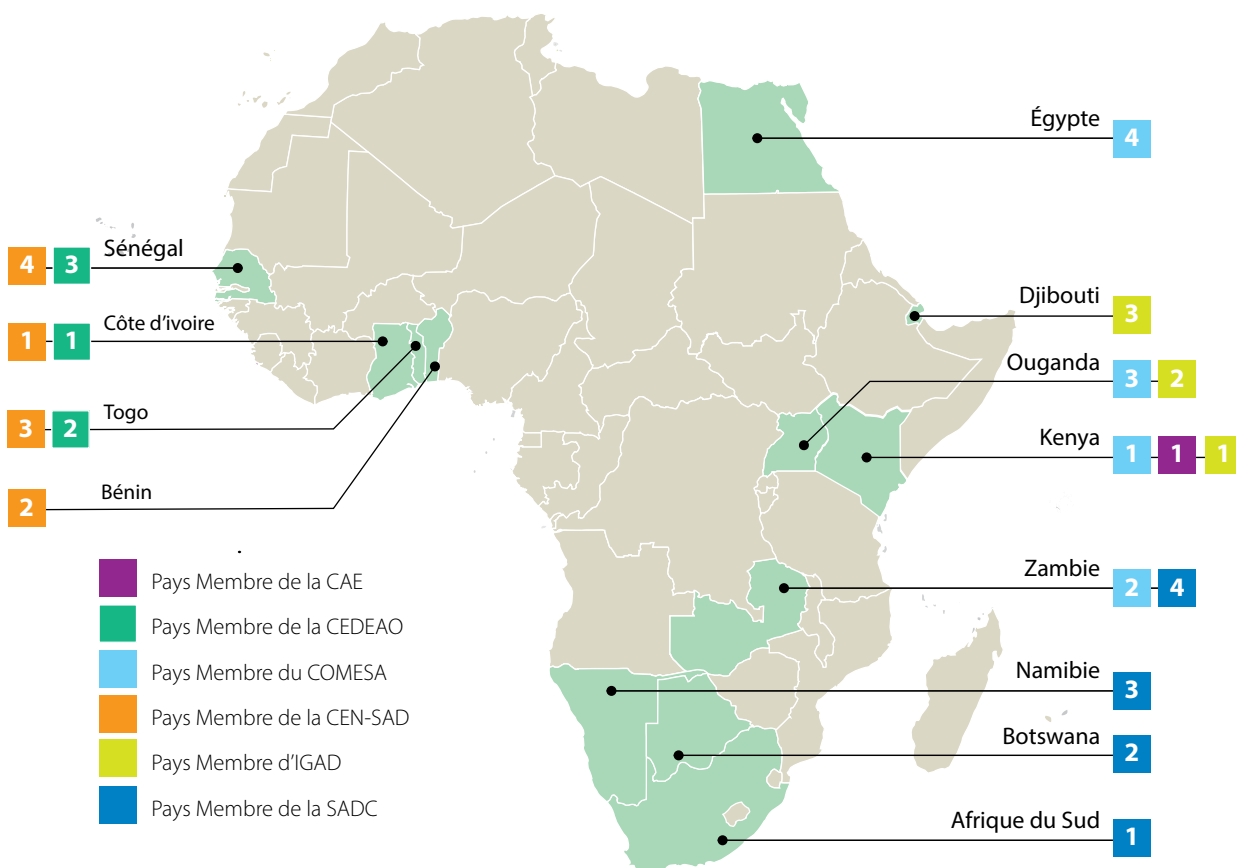
N°1 Afrique du Sud : affiche un score élevé dans l'ensemble des cinq dimensions, en termes d'intégration commerciale, d'infrastructures régionales, d'intégration productive, de libre circulation des personnes, d'intégration financière et macroéconomique

N°2 Botswana : affiche un score élevé en termes d'intégration commerciale, d'infrastructures régionales, d'intégration financière et macroéconomique

N°3 Namibie : affiche un score élevé en termes d'intégration commerciale, d'infrastructures régionales, de libre circulation des personnes, d'intégration financière et macroéconomique

N°4 Zambie : affiche un score élevé en termes d'intégration commerciale, d'intégration productive, de libre circulation des personnes

Premiers pays en termes d'intégration régionale affichant des scores élevés d'intégration « profonde et large »



Notes :

Les pays de la CEDEAO affichant des scores élevés d'intégration « verticale et horizontale » sont tous des pays de l'UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine).

Les fortes performances du Bénin au sein de la CEN-SAD en termes d'intégration productive peuvent s'expliquer par sa proximité avec le Nigéria, le Bénin réexportant des produits manufacturés vers son voisin.

Calendrier de l'indice

« *Promouvoir le développement économique, social et culturel, ainsi que l'intégration des économies africaines en vue d'accroître l'autosuffisance économique et de favoriser un développement endogène et autonome* »

Le Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine., Article 4. Objectif 1. (a)

Demandes de suivi et d'évaluation de l'intégration régionale en Afrique

- AVRIL 2013** Sixième Réunion annuelle conjointe de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de l'UA-CEA
Le Conseil d'administration de la BAD approuve le concept d'un projet de suivi de l'intégration régionale en Afrique
- MAI 2013** Sixième Conférence des ministres africains chargés de l'intégration
Décision de fusionner les projets de l'UA/CEA et de la BAD sur le suivi de l'intégration régionale

Conception et consultation

- MARS 2014** Septième Réunion annuelle conjointe de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de l'UA-CEA – approbation du Cadre de l'indice
- JUILLET 2014** Septième Conférence des ministres africains chargés de l'Intégration - approbation du Cadre de l'indice
Groupe de travail technique sur l'architecture de l'Indice et la Feuille de route
- DÉCEMBRE 2014** Première Conférence des directeurs généraux africains des services nationaux de statistique et de la Commission statistique pour l'Afrique – Présentation d'une mise à jour de la méthodologie et des indicateurs
- MARS 2015** Huitième Réunion annuelle conjointe de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de l'UA-CEA – Présentation et révision de l'indice dans le cadre d'une manifestation parallèle

Renforcement des capacités

- NOVEMBRE 2014 - JUILLET 2015** Ateliers réunissant 32 points focaux statistiques pour les pays, les CER et les couloirs de transport dans le cadre de l'exercice pilote de formation sur les données.

Collecte des données

- NOVEMBRE 2014 - SEPTEMBRE 2015** Collecte des données par des points focaux formés dans le cadre de l'exercice pilote de Recueil des données.

OCTOBRE 2015 – FÉVRIER 2016 Développement

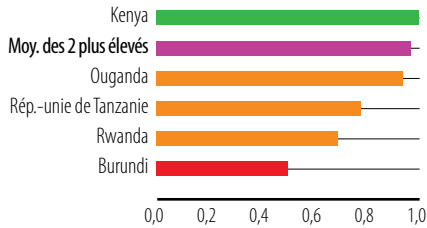
Calcul de l'indice avec classements et scores..

- AVRIL 2016** Manifestation parallèle à la neuvième Réunion annuelle conjointe de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de l'UA-CEA

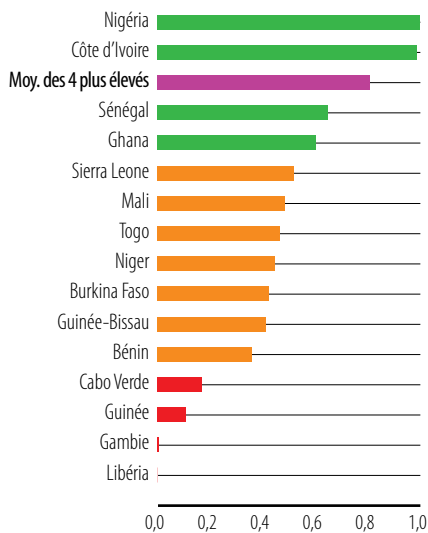
Lancement du Rapport 2016 sur l'indice d'intégration régionale en Afrique

Dimension 1 : Intégration commerciale

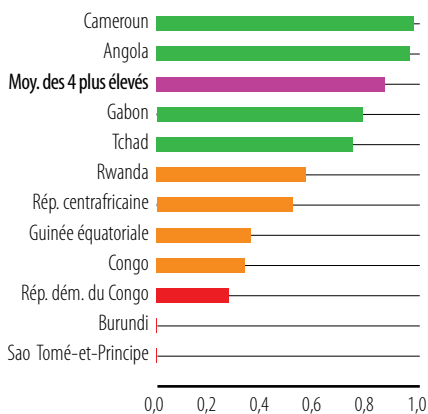
CAE : scores par pays en intégration commerciale



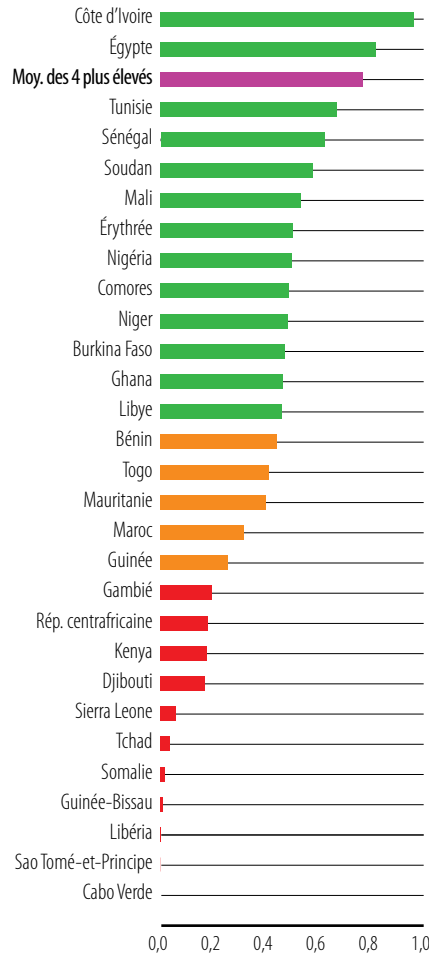
CEDEAO : scores par pays en intégration commerciale



CEEAC : scores par pays en intégration commerciale



CEN-SAD : scores par pays en intégration commerciale



- Pays de performance élevée – le score est plus élevé que la moyenne des pays
- Pays de performance moyenne – le score est dans la moyenne des pays
- Pays de performance faible – le score est inférieur à la moyenne des pays
- Moyenne des pays les plus performants dans la CER

- Les scores sont calculés de 0 (bas) à 1 (élevé).
 - Moyenne avec un intervalle de confiance de 95 %
 * Données complètes non disponibles pour le calcul.

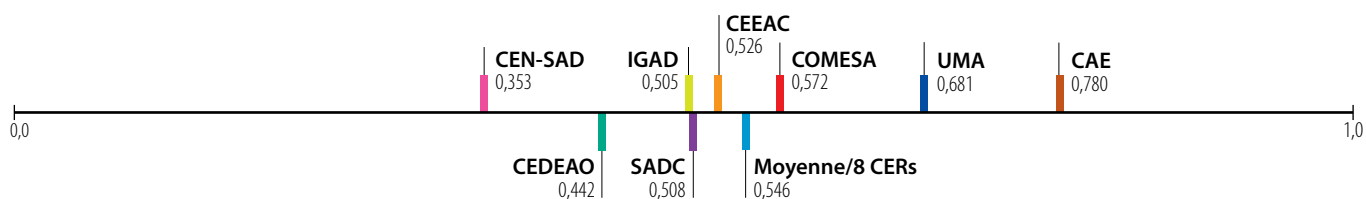
Dimension comptant quatre indicateurs :

- Niveau des droits de douane sur les importations
- Part des exportations de produits infrarégionaux (en pourcentage du PIB)
- Part des importations de produits infrarégionaux (en pourcentage du PIB)
- Part de la totalité des échanges de produits infrarégionaux (en pourcentage de la totalité des échanges intra-CER)

La possibilité de faire circuler plus librement des produits à travers le continent a une grande importance pour l'intégration régionale. Lorsque les flux commerciaux sont plus rapides et plus économiques, l'activité et les consommateurs au sein des régions en bénéficient. Le commerce influe sur les moyens d'existence et les revenus des populations et contribue à l'accélération du développement de l'Afrique.

Les liens commerciaux entre l'Afrique et le monde peuvent être plus directs et efficaces que les échanges entre régions limitrophes en raison d'un manque d'infrastructures ou de coûts d'immobilisation et de barrières non tarifaires. La facilitation du commerce de l'Afrique s'inscrit dans la décision de l'Union africaine de favoriser le commerce intra-africain et dans l'accord de l'OMC de facilitation des échanges qui, dans le programme, donne la priorité aux infrastructures immatérielles, des systèmes douaniers informatisés aux postes frontières uniques. Ceci peut d'ores et déjà contribuer à établir une réelle différence pour les négociants infrarégionaux en fluidifiant le passage des files de camions aux frontières pour inciter les commerçants transfrontaliers informels à passer par les filières officielles.

Comparaison des scores moyens par CER en intégration commerciale



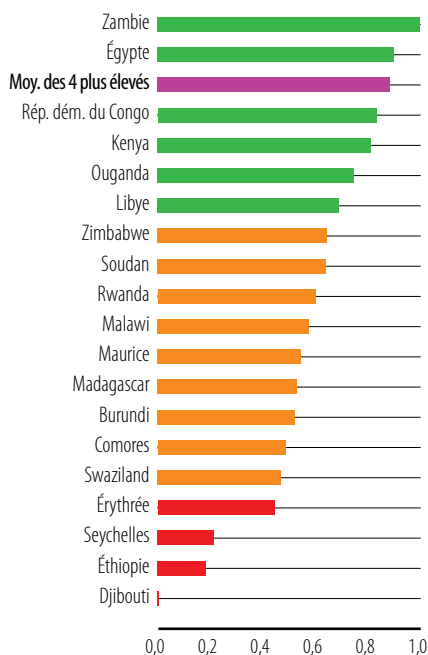
Observations

- La CAE est la CER dont les performances en termes d'intégration commerciale sont les plus élevées.
- L'intégration commerciale présente le score général le plus élevé sur l'ensemble des CER avec une moyenne de 0,546.
- Les huit CER comptent au total 35 pays affichant des performances élevées en matière d'intégration commerciale.⁵

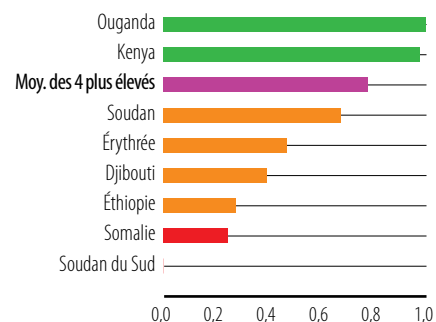
Les négociations sur la zone de libre-échange continentale visent à une intégration totale du commerce à travers l'Afrique. La zone de libre-échange tripartite (constituée de la COMESA, de la CAE et de la SADC) progresse vers cet ambitieux objectif. Les priorités stratégiques consistent entre autres à assurer la liaison des opérations douanières, à libéraliser toutes les lignes tarifaires et à faire en sorte de simplifier la réduction des obstacles non tarifaires.

Une meilleure interconnexion du commerce signifie un accès à des marchés plus vastes pour les nombreux petits pays de l'Afrique, un approvisionnement régional des centres régionaux qui peuvent alors appuyer leur croissance sur les importations. Autant d'éléments qui contribuent à faire de l'intégration du commerce un élément clé du processus d'intégration globale du continent.

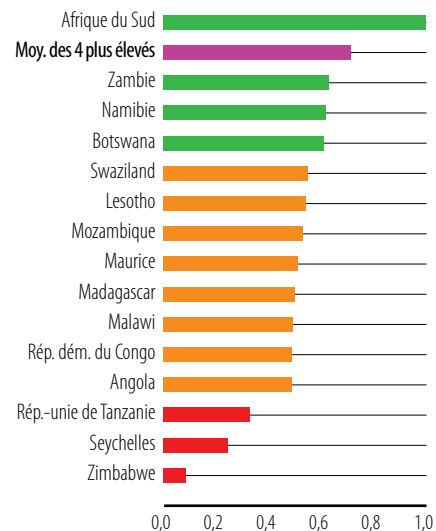
COMESA : scores par pays en intégration commerciale



IGAD : scores par pays en intégration commerciale



SADC : scores par pays en intégration commerciale

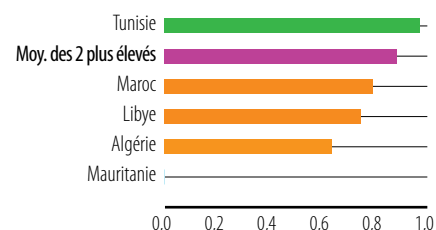


Observations

- Pays affichant des performances élevées en termes d'intégration commerciale dans une CER donnée, mais n'affichant pas de bons scores en termes d'intégration régionale globale dans cette CER :

- CEN-SAD (Égypte, Soudan, Érythrée, Nigéria, Comores, Ghana, Libye)
- COMESA (République démocratique du Congo, Libye)
- CEEAC (Angola, Tchad)
- CEDEAO (Nigéria, Ghana)
- UMA (Tunisie)

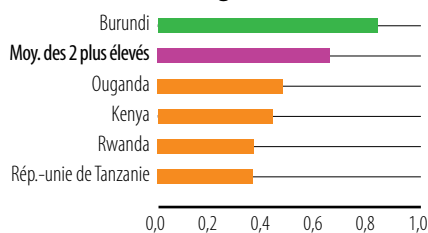
UMA : scores par pays en intégration commerciale



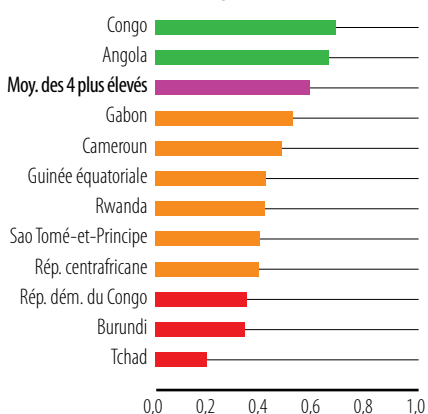
5. Certains pays apparaissent à deux reprises dans cette liste, du fait qu'ils sont « profondément intégrés » dans plus d'une CER.

Dimension 2 : Infrastructures régionales

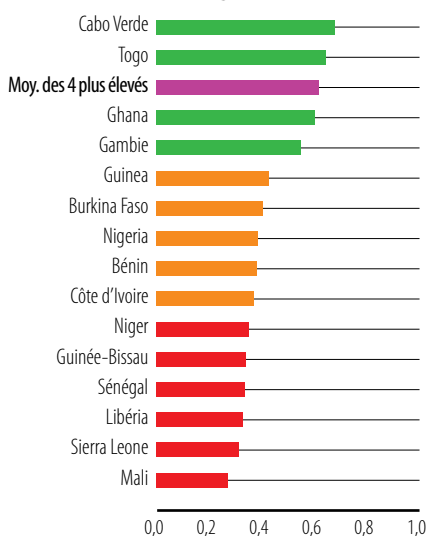
CAE : scores par pays en infrastructures régionales



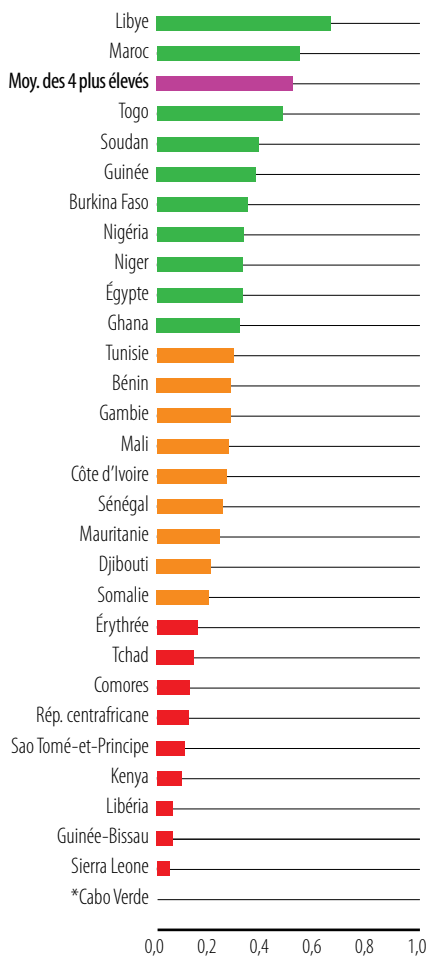
CEEAC : scores par pays en infrastructures régionales



CEDEAO : scores par pays en infrastructures régionales



CEN-SAD : scores par pays en infrastructures régionales



- Pays de performance élevée - le score est plus élevé que la moyenne des pays
- Pays de performance moyenne - le score est dans la moyenne des pays
- Pays de performance faible - le score est inférieur à la moyenne des pays
- Moyenne des pays les plus performants dans la CER

- Les scores sont calculés de 0 (bas) à 1 (élevé).
 - Moyenne avec un intervalle de confiance de 95 %
 * Données complètes non disponibles pour le calcul.

Dimension comptant quatre indicateurs :

- Indice de développement des infrastructures : transport, électricité, TIC, eau et assainissement
- Proportion de vols intrarégionaux
- Commerce régional de l'électricité total (net) par habitant
- Coût moyen de l'itinérance

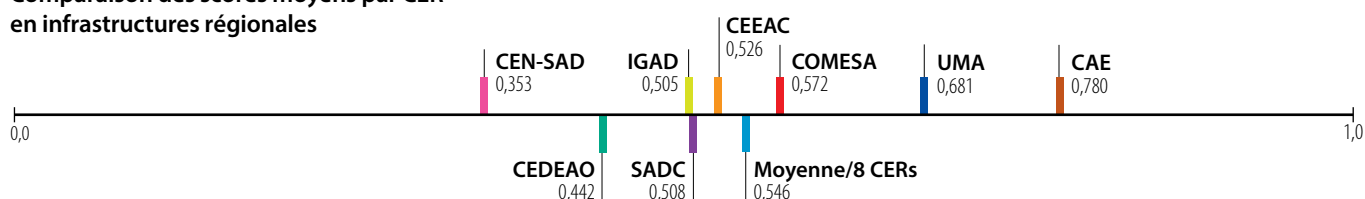
Le développement des infrastructures à travers le continent est la partie la plus visible de l'intégration régionale. Il inclut la construction d'autoroutes transfrontalières, des vols transportant des passagers d'une capitale à une autre et davantage de personnes disposant d'un téléphone mobile en milieu urbain et rural.

Observations

- L'IGAD est la CER qui affiche les meilleures performances en termes d'infrastructures régionales.
- Les infrastructures régionales présentent des scores moyens au niveau des CER (0,461) très proches des scores moyens des CER pour l'intégration régionale globale (0,470).
- On totalise 30 pays affichant des performances élevées parmi les huit CER dans le domaine des infrastructures régionales.⁶

6. Certains pays apparaissent à deux reprises dans cette liste, du fait qu'ils sont « profondément intégrés » dans plus d'un CER.

Comparaison des scores moyens par CER en infrastructures régionales

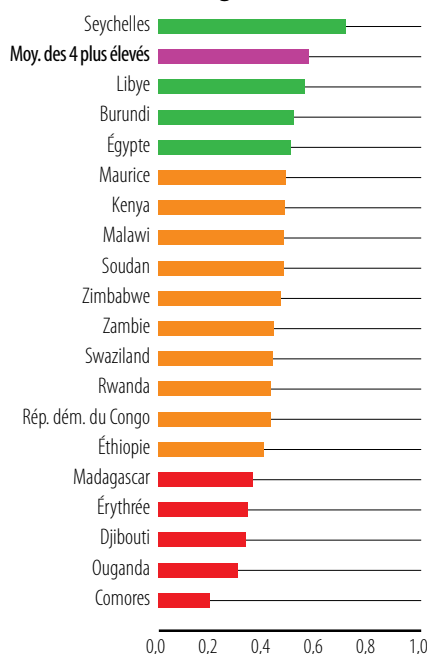


Les innombrables connexions par routes, voies aériennes ou via les télécommunications (en progression), ont un impact important sur les efforts d'intégration de l'Afrique, car elles ouvrent de nouveaux horizons et offrent de nouvelles réalités concrètes sur le terrain. Lorsque les infrastructures régionales s'améliorent, les coûts d'exploitation diminuent, les couloirs de transport accélérant les échanges transfrontaliers de marchandises et davantage de clients ayant accès à différents services grâce au développement de l'itinérance de la téléphonie mobile.

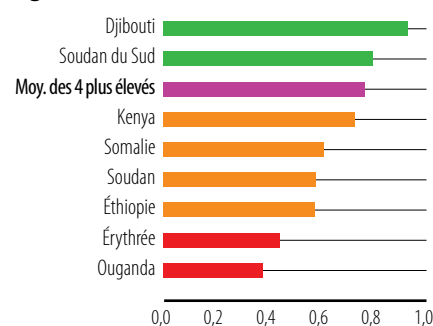
Un projet phare de l'Agenda 2063 consiste à relier des capitales et des centres commerciaux de l'Afrique grâce à une liaison ferroviaire à grande vitesse. Entre-temps, des programmes tels que le PIDA (Programme pour le développement des infrastructures en Afrique) aident les régions à mettre en chantier des projets d'infrastructures. Les coûts des technologies de l'information sont aussi actuellement en baisse et il serait prévu de connecter le continent à l'Internet par satellite.

Les centres régionaux, tout comme les petits pays ou les pays enclavés, ont beaucoup à gagner à promouvoir les infrastructures pour stimuler leur croissance économique. Partenaires traditionnels ou nouveaux partenaires de financement continuent d'investir dans les infrastructures de l'Afrique au niveau régional. Pour répondre aux besoins énergétiques du continent et bâtir des réseaux de premier plan, les régions et les pays doivent encourager une plus forte adhésion et impliquer le secteur privé. Pour progresser, il sera nécessaire de se focaliser sur des opportunités de croissance respectueuses de l'environnement appuyant les communautés et la prochaine génération africaine.

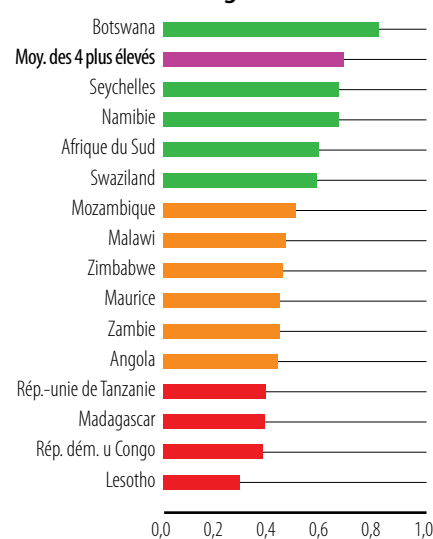
COMESA : scores par pays en infrastructures régionales



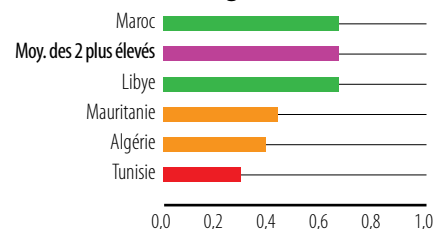
IGAD : scores par pays en infrastructures régionales



SADC : scores par pays en infrastructures régionales



UMA : scores par pays en infrastructures régionales



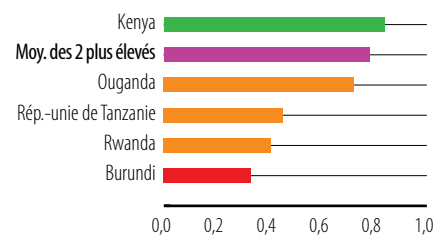
Observations

■ Pays à performances élevées en termes d'infrastructures régionales dans une CER donnée, mais n'affichant pas de bons scores en termes d'intégration régionale globale :

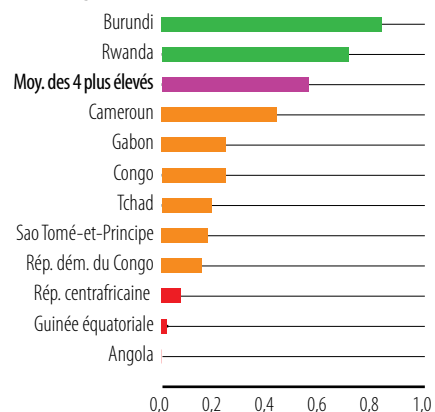
- CEN-SAD (Libye, Soudan, Guinée, Nigéria, Égypte, Ghana)
- COMESA (Libye, Burundi)
- CAE (Burundi)
- CEEAC (Congo, Angola)
- CEDEAO (Cabo Verde, Ghana, Gambie)
- IGAD (Djibouti, Soudan du Sud)
- SADC (Seychelles)
- UMA (Libye)

Dimension 3 : Intégration productive

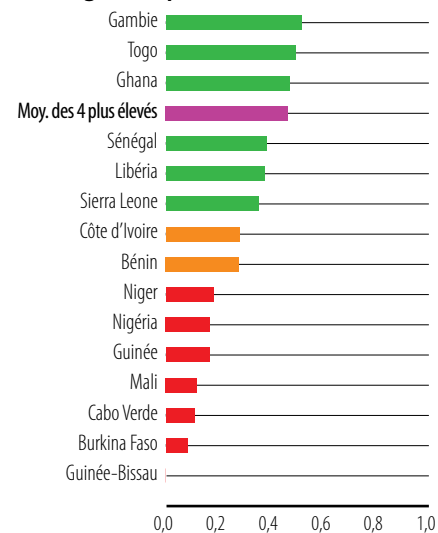
CAE : scores par pays en intégration productive



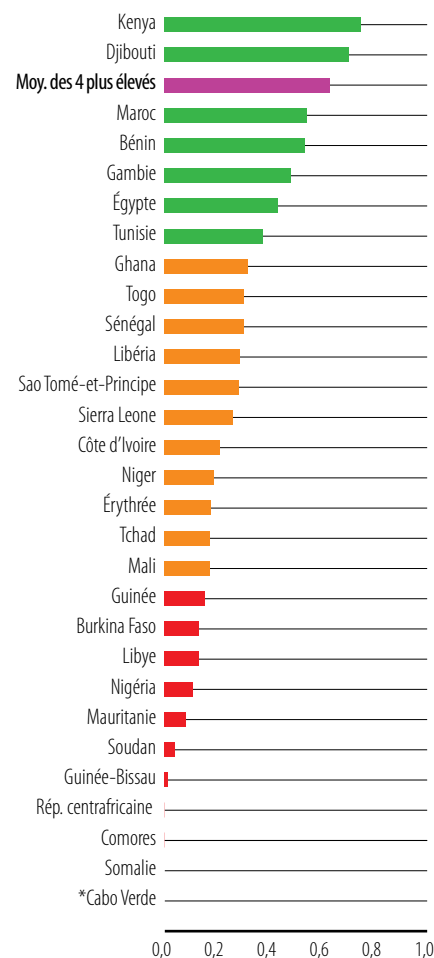
CEEAC : scores par pays en intégration productive



CEDEAO : scores par pays en intégration productive



CEN-SAD : scores par pays en intégration productive



- Pays de performance élevée - le score est plus élevé que la moyenne des pays
- Pays de performance moyenne - le score est dans la moyenne des pays
- Pays de performance faible - le score est inférieur à la moyenne des pays
- Moyenne des pays les plus performants dans la CER

- Les scores sont calculés de 0 (bas) à 1 (élevé).

- Moyenne avec un intervalle de confiance de 95 %

* Données complètes non disponibles pour le calcul.

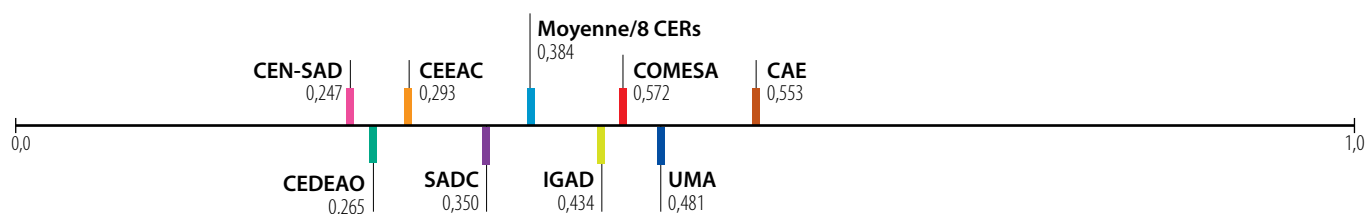
Dimension comptant trois indicateurs :

- Part des exportations infrarégionales des biens intermédiaires (en % de la totalité des biens à l'exportation infrarégionale)
- Part des importations infrarégionales des biens intermédiaires (en % de la totalité des biens à l'importation infrarégionale)
- Indice de complémentarité du commerce de marchandises : valeur absolue totale de la différence entre la part des importations et la part des exportations d'un État membre dans une CER

Lorsque le pouvoir d'achat des consommateurs augmente, les biens intermédiaires utilisés par une entreprise pour la production de produits finis ou de services prennent de l'importance sur le marché intérieure africain. Cet état de fait est lié à l'industrialisation, qui constitue un objectif clé du Programme minimum d'intégration de l'Union africaine. L'instauration de pôles industriels va de pair avec d'une part un accès aux couloirs de commerce régionaux, qui permettent le transport des marchandises, et d'autre part avec la promotion d'une augmentation de la fourniture au niveau régional de l'électricité pour alimenter les systèmes de production.

L'amélioration de la production au profit du continent dans différents secteurs, en faisant partie des chaînes de valeur régionales et internationales, figurera au cœur du modèle de réussite économique de l'Afrique. Que ce soit dans les domaines de l'agriculture ou de la production industrielle, les régions doivent mobiliser leur potentiel productif, injecter des investissements, éliminer les goulets d'étranglement et renforcer la compétitivité des différents secteurs.

Comparaison des scores moyens par CER en intégration productive



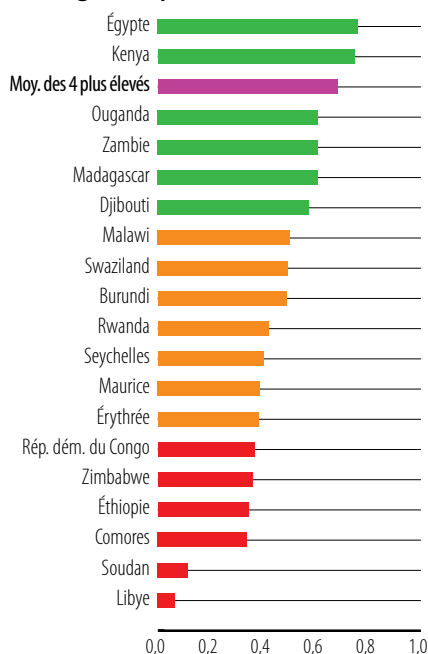
Observations

- La CAE est la CER affichant les meilleures performances en termes d'intégration productive.
- Les huit CER comptent au total 30 pays affichant des performances élevées en matière d'intégration productive.

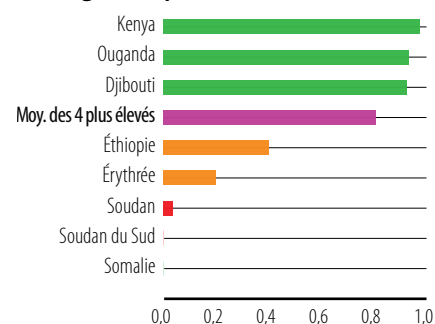
L'intégration productive est primordiale pour la création d'une base économique plus résistante aux chocs et plus diversifiée, mais également pour la construction d'une main-d'œuvre régionale plus compétente qui apporte une valeur ajoutée aux biens et services, tout en accroissant les revenus des populations sur place. Ceci inclut des opportunités dans l'exploitation minière et le secteur manufacturier qui aujourd'hui prennent de nouvelles orientations au bénéfice de l'Afrique.

Les priorités pour le continent et les régions, depuis les centres régionaux jusqu'aux pays enclavés les moins avancés, consisteront à s'affranchir d'une production à faible valeur et à résoudre la question des barrières non tarifaires afin d'accélérer les opérations commerciales et d'en réduire les coûts. Ainsi, en des temps de fluctuation des prix des matières premières et de menace de crises financières, le « made in Africa » deviendra partie prenante de la solution.

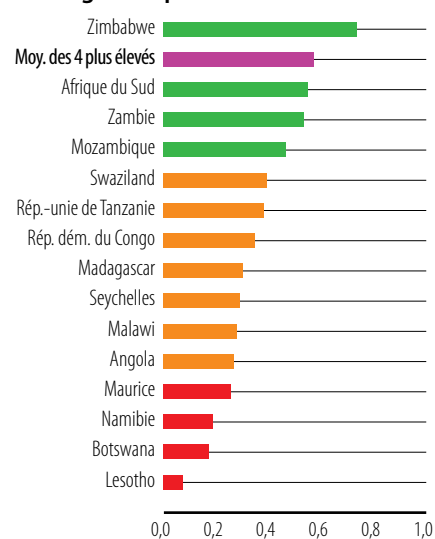
COMESA : scores par pays en intégration productive



IGAD : scores par pays en intégration productive



SADC : scores par pays en intégration productive

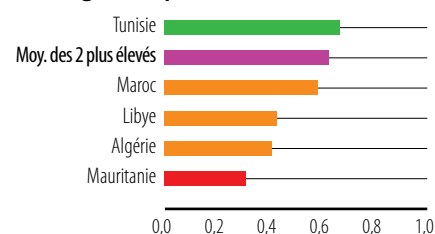


Observations

- Pays affichant des performances élevées en termes d'intégration productive dans une CER donnée, mais n'affichant pas de bons scores en termes d'intégration régionale globale :

- CEN-SAD (Kenya, Djibouti, Gambie, Égypte)
- COMESA (Madagascar, Djibouti)
- CEEAC (Burundi, Rwanda)
- CEDEAO (Gambie, Ghana, Libéria, Sierra Leone)
- IGAD (Djibouti)
- SADC (Zimbabwe, Mozambique)
- UMA (Tunisie)

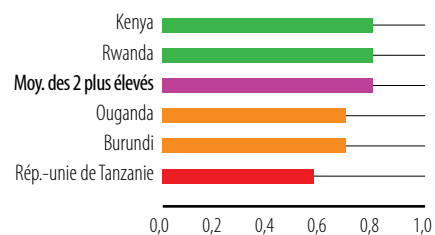
UMA : scores par pays en intégration productive



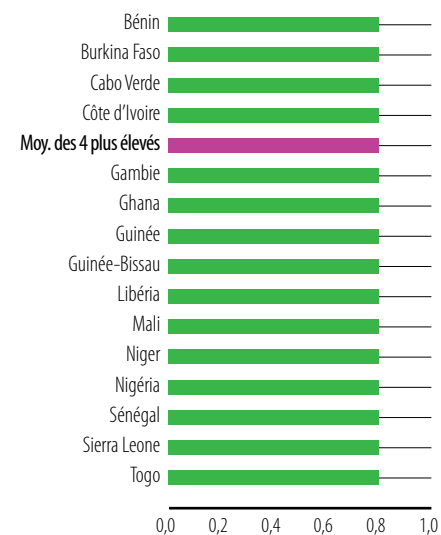
7. Certains pays apparaissent à deux reprises dans cette liste, du fait qu'ils sont « profondément intégrés » dans plus d'une CER.

Dimension 4 : Libre circulation des personnes

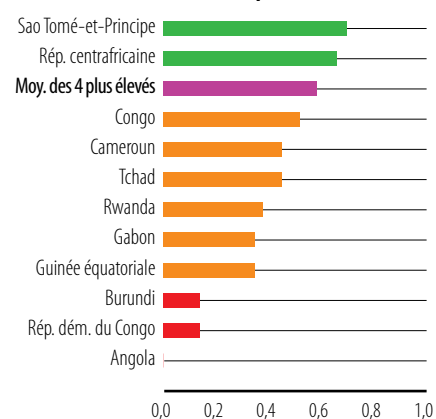
CAE : scores par pays en libre circulation des personnes



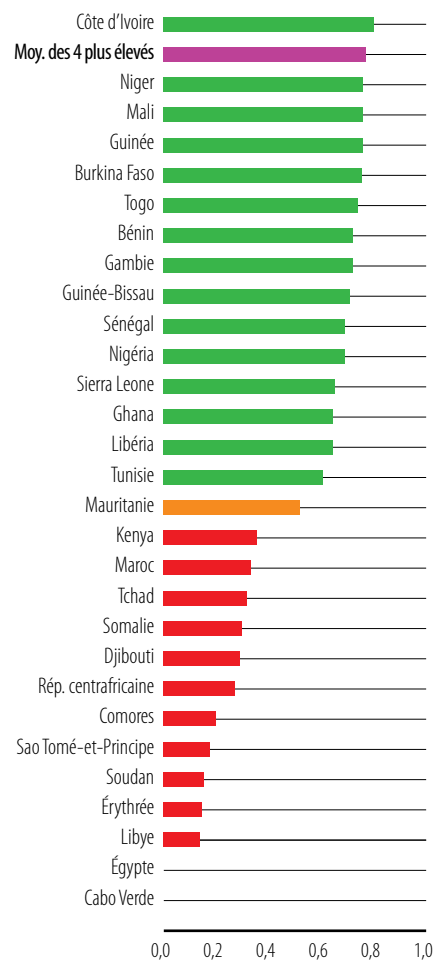
CEDEAO : scores par pays en libre circulation des personnes



CEEAC : scores par pays en libre circulation des personnes



CEN-SAD : scores par pays en libre circulation des personnes



- Pays de performance élevée - le score est plus élevé que la moyenne des pays
- Pays de performance moyenne - le score est dans la moyenne des pays
- Pays de performance faible - le score est inférieur à la moyenne des pays
- Moyenne des pays les plus performants dans la CER

- Les scores sont calculés de 0 (bas) à 1 (élevé).
- Moyenne avec un intervalle de confiance de 95 %

* Données complètes non disponibles pour le calcul.

Dimension comptant quatre indicateurs :

- Ratification (ou non) de protocoles applicables aux CER sur la libre circulation des personnes
- Proportion de pays membres des CER dont les ressortissants n'ont pas besoin de visa d'entrée
- Proportion de pays membres des CER dont les ressortissants reçoivent un visa à leur arrivée

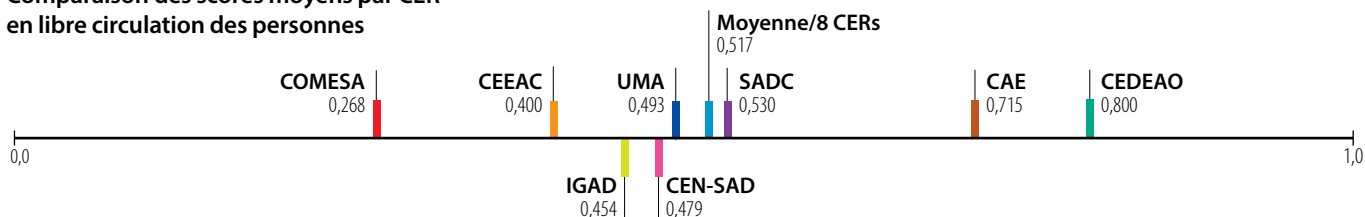
L'accès à la libre circulation à travers l'Afrique représente un puissant stimulant pour la croissance économique et le développement des compétences. Lorsque les personnes peuvent voyager facilement pour leur profession, le tourisme ou l'éducation, chacun en bénéficie, que ce soit le pays ouvrant ses frontières ou celui dont les ressortissants voyagent, comme on a pu le constater ces dernières années dans la croissance des transferts de fonds.

Observations

- La CEDEAO est la CER affichant les meilleures performances en termes de libre circulation des personnes.
- La CEDEAO affiche le meilleur score des CER pour toutes les dimensions. Tous les pays de la CEDEAO affichent un score de 0,8, ayant appliqué le protocole de libre circulation des personnes permettant aux citoyens de la CEDEAO de voyager dans tous les pays membres sans visa.
- Les huit CER comptent au total 53 pays affichant des performances élevées en matière de libre circulation des personnes.⁸

8. Certains pays apparaissent à deux reprises dans cette liste, du fait qu'ils sont « profondément intégrés » dans plus d'un CER.

Comparaison des scores moyens par CER en libre circulation des personnes

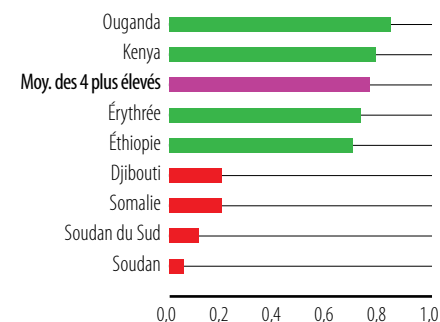


Les mouvements transfrontaliers favorisent la mobilité des compétences et la compétitivité. Les lacunes en matières de compétences peuvent être comblées et les idées échangées en faveur du développement de l'entrepreneuriat et de l'innovation au-delà des frontières. La libre circulation des personnes a un impact rapide et propice sur le développement des pays, des régions et de l'ensemble du continent. Des restrictions moins lourdes sur les visas ou les permis de travail engrangent, des gains en termes de ressources et de temps, favorisant la compétitivité des entreprises et des économies.

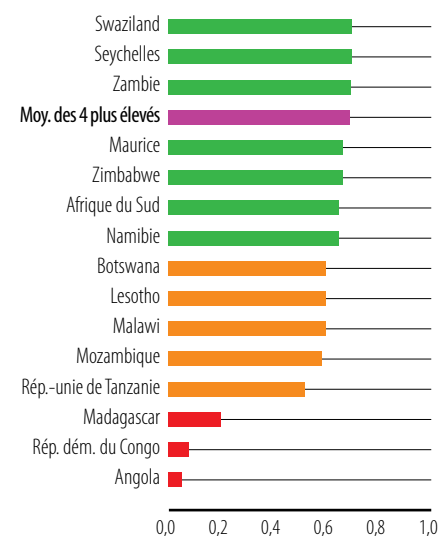
Des premiers progrès vers la réalisation d'une Afrique sans frontières ont été accomplis, mais des lacunes subsistent encore. Cette idée constitue le fondement du processus d'intégration du continent. Le dialogue politique se poursuit afin que la réalité des Africains voyageant à travers le continent, avec ou sans visa ou sur la base de l'obtention d'un visa à destination, soit à la hauteur de ces ambitions.

À l'avenir, les pays et les régions doivent encourager une réciprocité positive en appliquant le traitement dont ils bénéficient de la part des pays plus ouverts en termes d'octroi de visas, et envisager la délivrance des visas à l'arrivée ou par bloc régional. Les dirigeants et les législateurs doivent œuvrer pour que tout Africain puisse disposer d'un passeport numérisé pouvant être scanné lors des contrôles de l'immigration à l'échelle du continent.

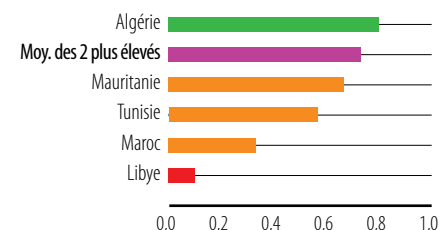
IGAD : scores par pays en libre circulation des personnes



SADC : scores par pays en libre circulation des personnes



UMA : scores par pays en libre circulation des personnes

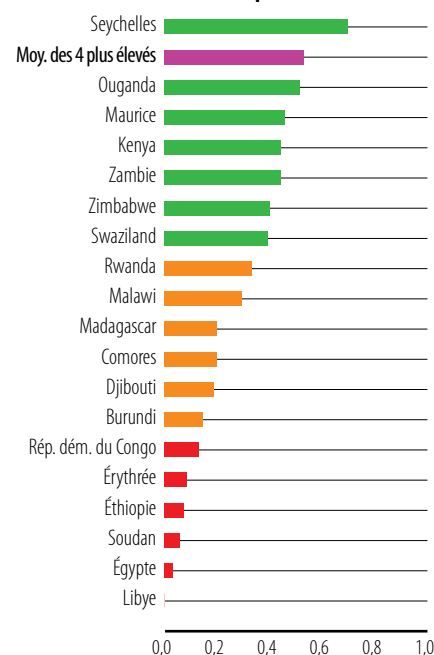


Observations

■ Pays affichant des performances élevées en termes de libre circulation des personnes dans une CER, mais n'affichant pas de bons scores en termes d'intégration régionale globale :

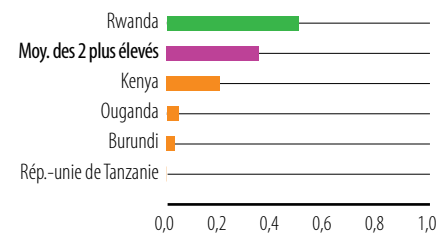
- CEN-SAD (Guinée, Gambie, Guinée-Bissau, Nigéria, Sierra Leone, Ghana, Libéria)
- COMESA (Zimbabwe, Swaziland)
- CAE (Rwanda)
- CEEAC (Sao Tomé-et-Principe, République centrafricaine)
- CEDEAO (Bénin, Burkina Faso, Cabo Verde, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Niger, Nigéria, Sierra Leone)
- IGAD (Érythrée, Éthiopie)
- SADC (Seychelles, Maurice, Zimbabwe)
- UMA (Algérie)

COMESA : scores par pays en libre circulation des personnes

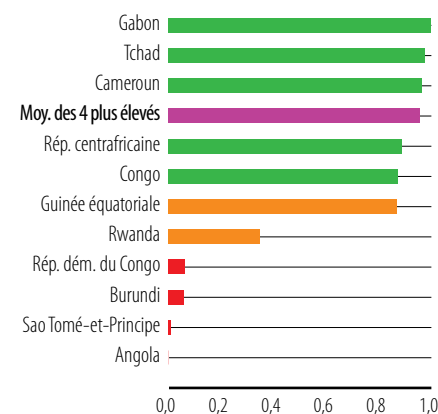


Dimension 5 : Intégration financière et macroéconomique

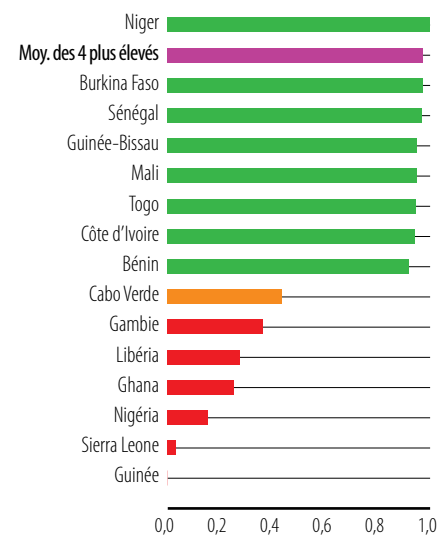
CAE : scores des pays en intégration financière et macroéconomique



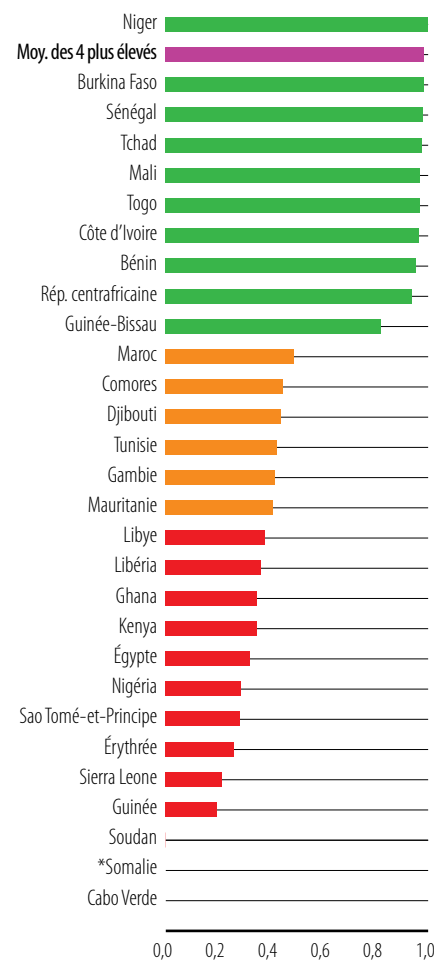
CEEAC : scores des pays en intégration financière et macroéconomique



CEDEAO : scores des pays en intégration financière et macroéconomique



CEN-SAD : scores des pays en intégration financière et macroéconomique



■ Pays de performance élevée - le score est plus élevé que la moyenne des pays
 ■ Pays de performance moyenne - le score est dans la moyenne des pays
 ■ Pays de performance faible - le score est inférieur à la moyenne des pays
 ■ Moyenne des pays les plus performants dans la CER

- Les scores sont calculés de 0 (bas) à 1 (élevé).
 - Moyenne avec un intervalle de confiance de 95 %
 * Données complètes non disponibles pour le calcul.

Dimension comptant deux indicateurs :

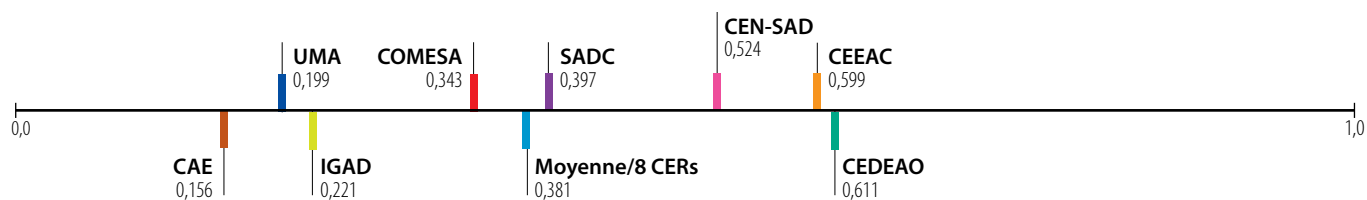
- La convertibilité régionale des monnaies nationales
- L'écart des taux d'inflation (basé sur l'indice harmonisé des prix à la consommation)

Lorsque les capitaux circulent plus librement à travers l'Afrique, les investissements augmentent et les financements sont alloués là où ils peuvent engendrer les résultats les plus productifs. En outre, les investisseurs du continent perçoivent un meilleur retour sur investissement. Réciproquement, lorsque les coûts de transaction baissent et que les institutions financières travaillent plus efficacement, les sociétés, les micro, petites et moyennes entreprises et les startups en bénéficient.

Observations

- Pays dont les performances sont élevées en termes d'intégration financière et macroéconomique mais qui n'affichent pas de bons scores en terme d'intégration régionale globale :
 - CEN-SAD (Tchad, République centrafricaine, Guinée-Bissau)
 - COMESA (Comores, Djibouti, Rwanda, Lybie)
 - CAE (Rwanda)
 - CEEAC (République centrafricaine, Tchad, Congo)
 - CEDEAO (Niger, Burkina Faso, Guinée-Bissau, Mali, Bénin)
 - IGAD (Djibouti)

Comparaison des scores moyens par CER en intégration financière et macroéconomique

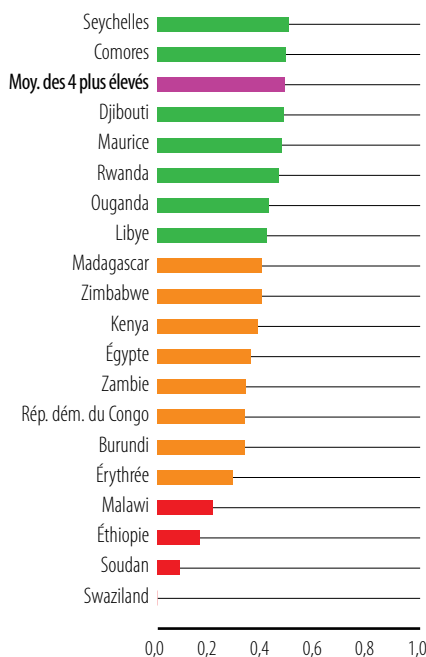


L'intégration financière a facilité le transfert des connaissances et des technologies ainsi que l'innovation. Qu'il s'agisse de poids lourds économiques du continent ou d'acteurs de moindre envergure, tous peuvent contribuer à fluidifier les flux financiers transfrontaliers et à en accroître l'ampleur. Les nations insulaires et les pays enclavés tournés vers l'avenir ont d'ores et déjà ouvert la voie dans le domaine des services financiers.

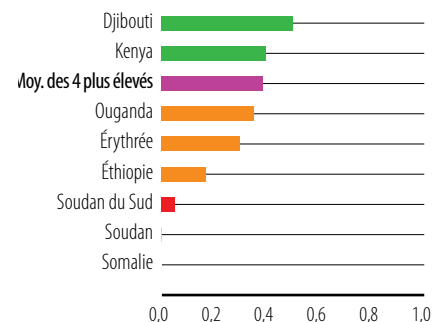
Le Traité d'Abuja définit la voie de l'intégration du continent et inscrit l'union monétaire en tant que priorité absolue. Cependant, de nombreuses communautés économiques régionales n'ont pas rendu leurs devises convertibles et la coordination de la convergence macroéconomique nécessite un nouvel élan. Comme l'a montré la crise financière mondiale, être dépendant des flux de capitaux comporte des risques. L'augmentation de la masse des données, des informations mais aussi de la transparence renforce la confiance entre autorités nationales et institutions financières, tout comme l'amélioration des cadres, des garanties et de la surveillance réglementaires.

Un ensemble d'actions dans ce domaine peut faire toute la différence, notamment la promotion des transactions bancaires transfrontalières, de plus en plus en dehors des centres financiers régionaux ; la standardisation des paiements régionaux ; la mise en place de directives fiscales multilatérales ; et le rapprochement des politiques en matière d'inflation, de finances publiques et de stabilité des taux de change. En contrepartie, le continent bénéficiera d'une meilleure visibilité quant au développement du commerce et à la vigueur des investissements transfrontaliers, offrant des perspectives optimistes quant à l'avenir financier de l'Afrique.

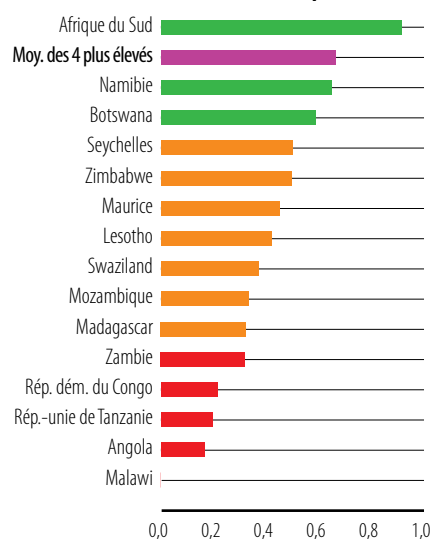
COMESA : scores des pays en intégration financière et macroéconomique



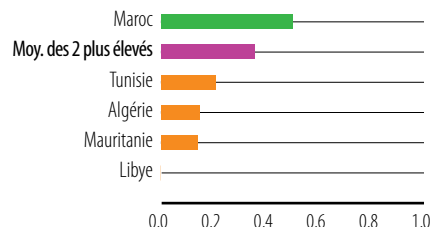
IGAD : scores des pays en intégration financière et macroéconomique



SADC : scores des pays en intégration financière et macroéconomique



UMA : scores des pays en intégration financière et macroéconomique



Observations

- La CEDEAO est la CER qui détient les meilleures performances en termes d'intégration financière et macroéconomique.
- L'intégration financière et macroéconomique obtient le score général le plus faible parmi les CER avec une moyenne de 0,381.
- Les huit CER comptent au total 37 pays affichant des performances élevées en matière d'intégration financière et macroéconomique.⁹

9. Certains pays apparaissent à deux reprises dans cette liste, du fait qu'ils sont « profondément intégrés » dans plus d'un CER.

Section 3. Annexes

L'indice fait partie d'une base de données et d'un système centraux de collecte de données sur le thème de l'intégration régionale. Il regroupera des données supplémentaires pour des indicateurs ne faisant pas partie de l'indice mais toutefois liés à l'intégration régionale, que ce soit au niveau de la mobilité des travailleurs à travers les frontières ou des coûts des couloirs commerciaux. C'est à l'utilisateur de l'indice de se servir des informations des classements et des scores en exploitant les priorités stratégiques pour promouvoir des changements concrets au niveau politique et opérationnel.

Plan de l'indice

Chaque pays part du même niveau de référence au sein de l'indice. Les données collectées entre 2010-2014 ou une moyenne des années sur cette période ont été utilisées dans les calculs.

Des données nationales et régionales (y compris issues de sites Web nationaux) ont été ajoutées aux données émanant de sources publiques afin de compléter les sources des données en cas d'insuffisance de données. Parmi les sources de l'indice figurent : l'Association des compagnies aériennes africaines, la Banque africaine de développement, la CEA, l'Association du transport aérien international, le Centre du commerce international, la base de données COMTRADE de l'ONU, la CNUCED, l'Administration américaine pour l'information sur l'énergie, et la base de données du FMI – *Perspectives de l'économie mondiale*.

Pour la première édition, dans le cadre d'un exercice de collecte de données et de formation, les données ont été collectées par des points focaux statistiques spécialement formés dans 26 pays, à travers quatre couloirs régionaux de transport et dans les sous-régions d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe, sur une période de trois mois.

L'indice a été élaboré en cinq étapes conformément aux bonnes pratiques :

1. Sélection des indicateurs
2. Processus de normalisation
3. Calcul de l'indice par dimension
4. Calcul de l'indice global pour les pays
5. Calcul de l'indice global par CER

Une ventilation détaillée des scores des pays et des CER dans les dimensions et les indicateurs individuels, ainsi qu'une note technique détaillée sur les calculs de l'indice, sont disponibles sur le site Internet :

www.integrate-africa.org.

Limites des données

Les indicateurs ont été inclus lorsque 80 % des pays disposaient de données de qualité. Dans les cas d'insuffisance de données, les séries de données les plus proches disponibles ou une moyenne des scores obtenus par un pays comparable ont été utilisées..

Choix de l'indice

- Les calculs globaux de l'indice sont basés sur la somme des moyennes de toutes les dimensions. L'indice ne priorise pas un thème particulier de l'intégration régionale.
- Chacun des indicateurs est assorti de la même pondération dans le calcul des scores des dimensions en utilisant la somme des moyennes des indicateurs dans une dimension (excepté pour la libre circulation des personnes).
- L'indice utilise la méthode standard MinMax de mise à l'échelle des résultats de 0 à 1 (le meilleur indice). Elle inclut une normalisation des résultats afin d'obtenir la même unité de mesure pour l'agrégation des données.
- Les indicateurs choisis ne sont pas liés entre eux afin qu'il n'y ait pas de doublon dans les calculs.

Notes : Scores de dimension supérieure pour les pays dans une CER par rapport à une autre.

Les pays membres de plus d'une CER affichent des différences entre leurs classements et leurs scores dans une dimension spécifique d'une CER par rapport à une autre. Ceci peut s'expliquer par des liens historiques, des avantages comparatifs, des politiques régionales et par des raisons géographiques.

La proximité géographique explique dans une large mesure l'intensité de l'intégration. Lorsqu'ils sont dotés de frontières communes, les pays renforcent leurs échanges et réduisent ainsi leurs coûts de transactions. À titre d'exemple, la proximité géographique du Zimbabwe avec les pays membres de la SADC en Afrique australe peut aider à expliquer son score d'intégration plus élevé en termes d'intégration productive au sein de la SADC, même si le Zimbabwe reste cependant peu performant dans cette dimension au sein du COMESA.

CAE : scores et classement

Classification globale				Dimension 1 Intégration commerciale				Dimension 2 Infrastructures régionales			
Pays	Score	Rang	Catégorie	Pays	Score	Rang	Catégorie	Pays	Score	Rang	Catégorie
Kenya	0,656	1	+	Kenya	1,000	1	+	Burundi	0,836	1	+
Ouganda	0,577	2	=	Ouganda	0,940	2	=	Ouganda	0,476	2	=
Rwanda	0,553	3	=	Rép.-unie de Tanzanie	0,780	3	=	Kenya	0,437	3	=
Burundi	0,480	4	=	Rwanda	0,690	4	=	Rwanda	0,366	4	=
Rép.-unie de Tanzanie	0,433	5	-	Burundi	0,500	5	-	Rép.-unie de Tanzanie	0,363	5	=
Moyenne	0,540			Moyenne	0,780			Moyenne	0,496		
*Moy. des 2 plus élevés	0,616			*Moy. des 2 plus élevés	0,968			*Moy. des 2 plus élevés	0,656		

CEDEAO : scores et classement

Classification globale				Dimension 1 Intégration commerciale				Dimension 2 Infrastructures régionales			
Pays	Score	Rang	Catégorie	Pays	Score	Rang	Catégorie	Pays	Score	Rang	Catégorie
Côte d'Ivoire	0,675	1	+	Nigéria	1,000	1	+	Cabo Verde	0,680	1	+
Togo	0,671	2	+	Côte d'Ivoire	0,986	2	+	Togo	0,646	2	+
Sénégal	0,628	3	+	Sénégal	0,648	3	+	Ghana	0,603	3	+
Niger	0,556	4	=	Ghana	0,604	4	+	Gambie	0,550	4	+
Bénin	0,548	5	=	Sierra Leone	0,519	5	=	Guinée	0,430	5	=
Ghana	0,546	6	=	Mali	0,485	6	=	Burkina Faso	0,404	6	=
Burkina Faso	0,537	7	=	Togo	0,466	7	=	Nigéria	0,385	7	=
Mali	0,525	8	=	Niger	0,447	8	=	Bénin	0,383	8	=
Nigéria	0,501	9	=	Burkina Faso	0,425	9	=	Côte d'Ivoire	0,370	9	=
Guinée-Bissau	0,500	10	=	Guinée-Bissau	0,413	10	=	Niger	0,352	10	-
Gambie	0,447	11	-	Bénin	0,358	11	=	Guinée-Bissau	0,339	11	-
Cabo Verde	0,439	12	-	Cabo Verde	0,169	12	-	Sénégal	0,338	12	-
Sierra Leone	0,404	13	-	Guinée	0,110	13	-	Libéria	0,331	13	-
Libéria	0,357	14	-	Gambie	0,005	14	-	Sierra Leone	0,315	14	-
Guinée	0,301	15	-	Libéria	0,000	15	-	Mali	0,271	15	-
Moyenne	0,509			Moyenne	0,442			Moyenne	0,426		
*Moy. des 4 plus élevés	0,632			*Moy. des 4 plus élevés	0,809			*Moy. des 4 plus élevés	0,620		

CEEAC : scores et classement

Classification globale				Dimension 1 Intégration commerciale				Dimension 2 Infrastructures régionales			
Pays	Score	Rang	Catégorie	Pays	Score	Rang	Catégorie	Pays	Score	Rang	Catégorie
Cameroun	0,664	1	+	Cameroun	0,980	1	+	Congo	0,687	1	+
Gabon	0,580	2	+	Angola	0,964	2	+	Angola	0,659	2	+
Congo	0,531	3	=	Gabon	0,783	3	+	Gabon	0,524	3	=
Tchad	0,512	4	=	Tchad	0,747	4	+	Cameroun	0,482	4	=
Rép. centrafricaine	0,507	5	=	Rwanda	0,569	5	=	Guinée équatoriale	0,419	5	=
Rwanda	0,485	6	=	Rép. centrafricaine	0,517	6	=	Rwanda	0,416	6	=
Guinée équatoriale	0,403	7	=	Guinée équatoriale	0,359	7	=	Sao Tomé-et-Principe	0,396	7	=
Angola	0,325	8	-	Congo	0,335	8	=	Rép. centrafricaine	0,395	8	=
Burundi	0,276	9	-	Congo, Rép. dém.	0,275	9	-	Congo, Rép. dém.	0,350	9	-
Sao Tomé-et-Principe	0,256	10	-	Burundi	0,002	10	-	Burundi	0,339	10	-
Congo, Rép. dém.	0,196	11	-	Sao Tomé-et-Principe	0,001	11	-	Tchad	0,196	11	-
Moyenne	0,454			Moyenne	0,526			Moyenne	0,451		
*Moy. des 4 plus élevés	0,572			*Moy. des 4 plus élevés	0,869			*Moy. des 4 plus élevés	0,588		

*Moyenne des pays les plus performants dans la CER (avec un intervalle de confiance de 95 %) ** Données complètes non disponibles pour le calcul.

- Les scores sont calculés de 0 (bas) à 1 (élevé).

- + Pays de performance élevée - le score est plus élevé que la moyenne des pays
- = Pays de performance moyenne - le score est dans la moyenne des pays
- Pays de performance faible - le score est inférieur à la moyenne des pays

Dimension 3 Intégration productive			
Pays	Score	Rang	Catégorie
Kenya	0,841	1	+
Ouganda	0,725	2	=
Rép.-unie de Tanzanie	0,454	3	=
Rwanda	0,409	4	=
Burundi	0,333	5	-
Moyenne	0,553		
*Moy. des 2 plus élevés	0,783		

Dimension 4 Libre circulation des personnes			
Pays	Score	Rang	Catégorie
Kenya	0,800	1	+
Rwanda	0,800	1	+
Ouganda	0,700	3	=
Burundi	0,700	3	=
Rép.-unie de Tanzanie	0,575	5	-
Moyenne	0,715		
*Moy. des 2 plus élevés	0,800		

Dimension 5 Intégration financière et macroéconomique			
Pays	Score	Rang	Catégorie
Rwanda	0,500	1	+
Kenya	0,202	2	=
Ouganda	0,045	3	=
Burundi	0,031	4	=
Rép.-unie de Tanzanie	0,000	5	=
Moyenne	0,156		
*Moy. des 2 plus élevés	0,351		

Dimension 3 Intégration productive			
Pays	Score	Rang	Catégorie
Gambie	0,517	1	+
Togo	0,494	2	+
Ghana	0,470	3	+
Sénégal	0,383	4	+
Libéria	0,376	5	+
Sierra Leone	0,353	6	+
Côte d'Ivoire	0,280	7	=
Bénin	0,279	8	=
Niger	0,182	9	-
Nigéria	0,168	10	-
Guinée	0,167	11	-
Mali	0,119	12	-
Cabo Verde	0,110	13	-
Burkina Faso	0,083	14	-
Guinée-Bissau	0,000	15	-
Moyenne	0,265		
*Moy. des 4 plus élevés	0,466		

Dimension 4 Libre circulation des personnes			
Pays	Score	Rang	Catégorie
Côte d'Ivoire	0,800	1	=
Togo	0,800	1	=
Sénégal	0,800	1	=
Niger	0,800	1	=
Bénin	0,800	1	=
Ghana	0,800	1	=
Burkina Faso	0,800	1	=
Mali	0,800	1	=
Nigéria	0,800	1	=
Guinée-Bissau	0,800	1	=
Gambie	0,800	1	=
Cabo Verde	0,800	1	=
Sierra Leone	0,800	1	=
Libéria	0,800	1	=
Guinée	0,800	1	=
Moyenne	0,800		
*Moy. des 4 plus élevés	0,800		

Dimension 5 Intégration financière et macroéconomique			
Pays	Score	Rang	Catégorie
Niger	1,000	1	+
Burkina Faso	0,971	2	+
Sénégal	0,968	3	+
Guinée-Bissau	0,950	4	+
Mali	0,950	5	+
Togo	0,947	6	+
Côte d'Ivoire	0,941	7	+
Bénin	0,920	8	+
Cabo Verde	0,437	9	=
Gambie	0,362	10	-
Libéria	0,277	11	-
Ghana	0,253	12	-
Nigéria	0,153	13	-
Sierra Leone	0,033	14	-
Guinée	0,000	15	-
Moyenne	0,611		
*Moy. des 4 plus élevés	0,972		

Dimension 3 Intégration productive			
Pays	Score	Rang	Catégorie
Burundi	0,838	1	+
Rwanda	0,711	2	+
Cameroun	0,439	3	=
Gabon	0,245	4	=
Congo	0,242	5	=
Tchad	0,190	6	=
Sao Tomé-et-Principe	0,176	7	=
Congo, Rép. dém.	0,154	8	=
Rép. centrafricaine	0,073	9	-
Guinée équatoriale	0,020	10	-
Angola	0,000	11	-
Moyenne	0,293		
*Moy. des 4 plus élevés	0,558		

Dimension 4 Libre circulation des personnes			
Pays	Score	Rang	Catégorie
Sao Tomé-et-Principe	0,700	1	+
Rép. centrafricaine	0,660	2	+
Congo	0,520	3	=
Cameroun	0,450	4	=
Tchad	0,450	4	=
Rwanda	0,378	6	=
Gabon	0,350	7	=
Guinée équatoriale	0,350	7	=
Burundi	0,140	9	-
Congo, Rép. dém.	0,140	9	-
Angola	0,000	11	-
Moyenne	0,400		
*Moy. des 4 plus élevés	0,583		

Dimension 5 Intégration financière et macroéconomique			
Pays	Score	Rang	Catégorie
Gabon	1,000	1	+
Tchad	0,978	2	+
Cameroun	0,966	3	+
Rép. centrafricaine	0,887	4	+
Congo	0,872	5	+
Guinée équatoriale	0,868	6	=
Rwanda	0,350	7	=
Congo, Rép. dém.	0,062	8	-
Burundi	0,059	9	-
Sao Tomé-et-Principe	0,008	10	-
Angola	0,000	11	-
Moyenne	0,599		
*Moy. des 4 plus élevés	0,958		

CEN-SAD : scores et classement

Classification globale				Dimension 1 Intégration commerciale				Dimension 2 Infrastructures régionales			
Pays	Score	Rang	Catégorie	Pays	Score	Rang	Catégorie	Pays	Score	Rang	Catégorie
Côte d'Ivoire	0,641	1	+	Côte d'Ivoire	0,963	1	+	Libye	0,663	1	+
Bénin	0,587	2	+	Égypte	0,821	2	+	Maroc	0,544	2	+
Togo	0,581	3	+	Tunisie	0,671	3	+	Togo	0,479	3	+
Sénégal	0,569	4	+	Sénégal	0,624	4	+	Soudan	0,387	4	+
Niger	0,553	5	+	Soudan	0,579	5	+	Guinée	0,378	5	+
Mali	0,542	6	+	Mali	0,536	6	+	Burkina Faso	0,345	6	+
Burkina Faso	0,538	7	+	Érythrée	0,505	7	+	Nigéria	0,331	7	+
Tunisie	0,474	8	+	Nigéria	0,500	8	+	Niger	0,327	8	+
Maroc	0,445	9	+	Comores	0,490	9	+	Égypte	0,325	9	+
Gambie	0,419	10	=	Niger	0,484	10	+	Ghana	0,316	10	+
Ghana	0,418	11	=	Burkina Faso	0,473	11	+	Tunisie	0,292	11	=
Égypte	0,386	12	=	Ghana	0,466	12	+	Bénin	0,282	12	=
Nigéria	0,384	13	=	Libye	0,461	13	+	Gambie	0,281	13	=
Djibouti	0,362	14	=	Bénin	0,442	14	=	Mali	0,273	14	=
Libye	0,354	15	=	Togo	0,414	15	=	Côte d'Ivoire	0,265	15	=
Guinée	0,349	16	=	Mauritanie	0,401	16	=	Sénégal	0,249	16	=
Kenya	0,344	17	-	Maroc	0,318	17	=	Mauritanie	0,238	17	=
Mauritanie	0,331	18	-	Guinée	0,258	18	=	Djibouti	0,206	18	=
Tchad	0,329	19	-	Gambie	0,195	19	-	Somalie	0,199	19	=
Guinée-Bissau	0,322	20	-	Rép. centrafricaine	0,181	20	-	Érythrée	0,154	20	-
Rép. centrafricaine	0,303	21	-	Kenya	0,176	21	-	Tchad	0,141	21	-
Libéria	0,271	22	-	Djibouti	0,169	22	-	Comores	0,124	22	-
Comores	0,252	23	-	Sierra Leone	0,058	23	-	Rép. centrafricaine	0,121	23	-
Érythrée	0,249	24	-	Tchad	0,036	24	-	Sao Tomé-et-Principe	0,107	24	-
Sierra Leone	0,247	25	-	Somalie	0,018	25	-	Kenya	0,093	25	-
Soudan	0,232	26	-	Guinée-Bissau	0,008	26	-	Libéria	0,061	26	-
Sao Tomé-et-Principe	0,170	27	-	Libéria	0,001	27	-	Guinée-Bissau	0,061	27	-
Somalie**				Sao Tomé-et-Principe	0,000	28	-	Sierra Leone	0,048	28	-
Cabo Verde**				Cabo Verde	0,000			Cabo Verde**	0,000		
Moyenne	0,395			Moyenne	0,353			Moyenne	0,251		
*Moy. des 4 plus élevés	0,594			*Moy. des 4 plus élevés	0,770			*Moy. des 4 plus élevés	0,518		

*Moyenne des pays les plus performants dans la CER (avec un intervalle de confiance de 95 %) ** Données complètes non disponibles pour le calcul.

- Les scores sont calculés de 0 (bas) à 1 (élevé).

- + Pays de performance élevée - le score est plus élevé que la moyenne des pays
- = Pays de performance moyenne – le score est dans la moyenne des pays
- Pays de performance faible – le score est inférieur à la moyenne des pays

Dimension 3 Intégration productive				Dimension 4 Libre circulation des personnes				Dimension 5 Intégration financière et macroéconomique			
Pays	Score	Rang	Catégorie	Pays	Score	Rang	Catégorie	Pays	Score	Rang	Catégorie
Kenya	0,746	1	+	Côte d'Ivoire	0,800	1	+	Niger	1,000	1	+
Djibouti	0,703	2	+	Niger	0,761	2	+	Burkina Faso	0,982	2	+
Maroc	0,541	3	+	Mali	0,761	2	+	Sénégal	0,981	3	+
Bénin	0,535	4	+	Guinée	0,761	2	+	Tchad	0,976	4	+
Gambie	0,480	5	+	Burkina Faso	0,757	5	+	Mali	0,969	5	+
Égypte	0,433	6	+	Togo	0,741	6	+	Togo	0,968	6	+
Tunisie	0,375	7	+	Bénin	0,722	7	+	Côte d'Ivoire	0,964	7	+
Ghana	0,317	8	=	Gambie	0,722	7	+	Bénin	0,952	8	+
Togo	0,303	9	=	Guinée-Bissau	0,709	9	+	Rép. centrafricaine	0,939	9	+
Sénégal	0,302	10	=	Sénégal	0,691	10	+	Guinée-Bissau	0,820	10	+
Libéria	0,286	11	=	Nigéria	0,691	10	+	Maroc	0,489	11	=
Sao Tomé-et-Principe	0,284	12	=	Sierra Leone	0,652	12	+	Comores	0,447	12	=
Sierra Leone	0,262	13	=	Ghana	0,644	13	+	Djibouti	0,439	13	=
Côte d'Ivoire	0,213	14	=	Libéria	0,644	13	+	Tunisie	0,426	14	=
Niger	0,190	15	=	Tunisie	0,606	15	+	Gambie	0,416	15	=
Érythrée	0,176	16	=	Mauritanie	0,520	16	=	Mauritanie	0,410	16	=
Tchad	0,174	17	=	Kenya	0,357	17	-	Libye	0,380	17	-
Mali	0,172	18	=	Maroc	0,333	18	-	Libéria	0,364	18	-
Guinée	0,154	19	-	Tchad	0,319	19	-	Ghana	0,349	19	-
Burkina Faso	0,132	20	-	Somalie	0,300	20	-	Kenya	0,348	20	-
Libye	0,130	21	-	Djibouti	0,293	21	-	Égypte	0,323	21	-
Nigéria	0,109	22	-	Rép. centrafricaine	0,272	22	-	Nigéria	0,289	22	-
Mauritanie	0,083	23	-	Comores	0,200	23	-	Sao Tomé-et-Principe	0,283	23	-
Soudan	0,041	24	-	Sao Tomé-et-Principe	0,178	24	-	Érythrée	0,262	24	-
Guinée-Bissau	0,012	25	-	Soudan	0,154	25	-	Sierra Leone	0,216	25	-
Rép. centrafricaine	0,000	26	-	Érythrée	0,146	26	-	Guinée	0,196	26	-
Comores	0,000		-	Libye	0,139	27	-	Soudan	0,000	27	-
Somalie	0,000	26	-	Égypte	0,030	28	-	Somalie**	0,000		
Cabo Verde**	0,000			Cabo Verde	0,000	29	-	Cabo Verde	0,000		
Moyenne	0,247			Moyenne	0,479			Moyenne	0,524		
*Moy. des 4 plus élevés	0,631			*Moy. des 4 plus élevés	0,771			*Moy. des 4 plus élevés	0,985		

COMESA : scores et classement

Classification globale				Dimension 1 Intégration commerciale				Dimension 2 Infrastructures régionales			
Pays	Score	Rang	Catégorie	Pays	Score	Rang	Catégorie	Pays	Score	Rang	Catégorie
Kenya	0,573	1	+	Zambie	1,000	1	+	Seychelles	0,714	1	+
Zambie	0,565	2	+	Égypte	0,900	2	+	Libye	0,556	2	+
Ouganda	0,520	3	+	Congo, Rép. dém.	0,833	3	+	Burundi	0,515	3	+
Égypte	0,511	4	+	Kenya	0,811	4	+	Égypte	0,506	4	+
Seychelles	0,506	5	+	Ouganda	0,749	5	+	Maurice	0,485	5	=
Maurice	0,470	6	+	Libye	0,690	6	+	Kenya	0,483	6	=
Zimbabwe	0,454	7	=	Zimbabwe	0,646	7	=	Malawi	0,479	7	=
Rwanda	0,450	8	=	Soudan	0,642	8	=	Soudan	0,477	8	=
Madagascar	0,420	9	=	Rwanda	0,601	9	=	Zimbabwe	0,466	9	=
Congo, Rép. dém.	0,419	10	=	Malawi	0,575	10	=	Zambie	0,437	10	=
Malawi	0,412	11	=	Maurice	0,547	11	=	Swaziland	0,437	11	=
Burundi	0,401	12	=	Madagascar	0,532	12	=	Rwanda	0,430	12	=
Swaziland	0,359	13	-	Burundi	0,523	13	=	Congo, Rép. dém.	0,428	13	=
Libye	0,345	14	-	Comores	0,487	14	=	Éthiopie	0,402	14	=
Comores	0,343	15	-	Swaziland	0,471	15	=	Madagascar	0,358	15	-
Djibouti	0,317	16	-	Érythrée	0,445	16	-	Érythrée	0,339	16	-
Érythrée	0,308	17	-	Seychelles	0,216	17	-	Djibouti	0,333	17	-
Soudan	0,275	18	-	Éthiopie	0,185	18	-	Ouganda	0,301	18	-
Éthiopie	0,233	19	-	Djibouti	0,005	19	-	Comores	0,196	19	-
Moyenne	0,415			Moyenne	0,572			Moyenne	0,439		
*Moy. des 4 plus élevés	0,542			*Moy. des 4 plus élevés	0,886			*Moy. des 4 plus élevés	0,573		

IGAD : scores et classement

Classification globale				Dimension 1 Intégration commerciale				Dimension 2 Infrastructures régionales			
Pays	Score	Rang	Catégorie	Pays	Score	Rang	Catégorie	Pays	Score	Rang	Catégorie
Kenya	0,773	1	+	Ouganda	0,998	1	+	Djibouti	0,930	1	+
Ouganda	0,701	2	+	Kenya	0,978	2	+	Soudan du Sud	0,796	2	+
Djibouti	0,590	3	=	Soudan	0,675	3	=	Kenya	0,729	3	=
Érythrée	0,428	4	=	Érythrée	0,469	4	=	Somalie	0,609	4	=
Éthiopie	0,424	5	=	Djibouti	0,393	5	=	Soudan	0,580	5	=
Soudan	0,270	6	-	Éthiopie	0,277	6	=	Éthiopie	0,577	6	=
Soudan du Sud**			-	Somalie	0,247	7	-	Érythrée	0,444	7	-
Somalie**			-	Soudan du Sud**	0,000			Ouganda	0,378	8	-
Moyenne	0,531			Moyenne	0,505			Moyenne	0,630		
*Moy. des 4 plus élevés	0,634			*Moy. des 4 plus élevés	0,780			*Moy. des 4 plus élevés	0,766		

*Moyenne des pays les plus performants dans la CER (avec un intervalle de confiance de 95 %) ** Données complètes non disponibles pour le calcul.

- Les scores sont calculés de 0 (bas) à 1 (élevé).

- + Pays de performance élevée - le score est plus élevé que la moyenne des pays
- = Pays de performance moyenne - le score est dans la moyenne des pays
- Pays de performance faible - le score est inférieur à la moyenne des pays

Dimension 3 Intégration productive			
Pays	Score	Rang	Catégorie
Égypte	0,762	1	+
Kenya	0,749	2	+
Ouganda	0,610	3	+
Zambie	0,610	4	+
Madagascar	0,610	5	+
Djibouti	0,575	6	+
Malawi	0,503	7	=
Swaziland	0,495	8	=
Burundi	0,489	9	=
Rwanda	0,422	10	=
Seychelles	0,402	11	=
Maurice	0,389	12	=
Érythrée	0,384	13	=
Congo, Rép. dém.	0,368	14	-
Zimbabwe	0,361	15	-
Éthiopie	0,344	16	-
Comores	0,340	17	-
Soudan	0,115	18	-
Libye	0,065	19	-
Moyenne	0,452		
*Moy. des 4 plus élevés	0,683		

Dimension 4 Libre circulation des personnes			
Pays	Score	Rang	Catégorie
Seychelles	0,700	1	+
Ouganda	0,516	2	+
Maurice	0,458	3	+
Kenya	0,442	4	+
Zambie	0,442	4	+
Zimbabwe	0,400	6	+
Swaziland	0,395	7	+
Rwanda	0,332	8	=
Malawi	0,295	9	=
Madagascar	0,200	10	=
Comores	0,200	10	=
Djibouti	0,189	12	=
Burundi	0,147	13	-
Congo, Rép. dém.	0,132	14	-
Érythrée	0,084	15	-
Éthiopie	0,074	16	-
Soudan	0,058	17	-
Égypte	0,032	18	-
Libye	0,000	19	-
Moyenne	0,268		
*Moy. des 4 plus élevés	0,529		

Dimension 5 Intégration financière et macroéconomique			
Pays	Score	Rang	Catégorie
Seychelles	0,500	1	+
Comores	0,489	2	+
Djibouti	0,481	3	+
Maurice	0,472	4	+
Rwanda	0,464	5	+
Ouganda	0,426	6	+
Libye	0,416	7	+
Madagascar	0,398	8	=
Zimbabwe	0,396	9	=
Kenya	0,381	10	=
Égypte	0,354	11	=
Zambie	0,337	12	=
Congo, Rép. dém.	0,334	13	=
Burundi	0,333	14	=
Érythrée	0,287	15	=
Malawi	0,210	16	-
Éthiopie	0,162	17	-
Soudan	0,084	18	-
Swaziland	0,000	19	-
Moyenne	0,343		
*Moy. des 4 plus élevés	0,485		

Dimension 3 Intégration productive			
Pays	Score	Rang	Catégorie
Kenya	0,977	1	+
Ouganda	0,934	2	+
Djibouti	0,925	3	+
Éthiopie	0,400	4	=
Érythrée	0,200	5	=
Soudan	0,038	6	-
Soudan du Sud	0,000	7	-
Somalie	0,000	7	-
Moyenne	0,434		
*Moy. des 4 plus élevés	0,809		

Dimension 4 Libre circulation des personnes			
Pays	Score	Rang	Catégorie
Ouganda	0,843	1	+
Kenya	0,786	2	+
Érythrée	0,729	3	+
Éthiopie	0,700	4	+
Djibouti	0,200	5	-
Somalie	0,200	5	-
Soudan du Sud	0,114	7	-
Soudan	0,057	8	-
Moyenne	0,454		
*Moy. des 4 plus élevés	0,764		

Dimension 5 Intégration financière et macroéconomique			
Pays	Score	Rang	Catégorie
Djibouti	0,500	1	+
Kenya	0,396	2	+
Ouganda	0,351	3	=
Érythrée	0,299	4	=
Éthiopie	0,168	5	=
Soudan du Sud	0,050	6	-
Soudan	0,000	7	-
Somalie**	0,000		
Moyenne	0,221		
*Moy. des 4 plus élevés	0,386		

SADC : scores et classement

Classification globale				Dimension 1 Intégration commerciale				Dimension 2 Infrastructures régionales			
Pays	Score	Rang	Catégorie	Pays	Score	Rang	Catégorie	Pays	Score	Rang	Catégorie
Afrique de Sud	0,741	1	+	Afrique de Sud	1,000	1	+	Botswana	0,820	1	+
Botswana	0,559	2	+	Zambie	0,628	2	+	Seychelles	0,668	2	+
Namibie	0,555	3	+	Namibie	0,620	3	+	Namibie	0,666	3	+
Zambie	0,523	4	+	Botswana	0,611	4	+	Afrique de Sud	0,591	4	+
Swaziland	0,520	5	+	Swaziland	0,549	5	=	Swaziland	0,584	5	+
Zimbabwe	0,488	6	=	Lesotho	0,541	6	=	Mozambique	0,503	6	=
Mozambique	0,483	7	=	Mozambique	0,530	7	=	Malawi	0,466	7	=
Seychelles	0,481	8	=	Maurice	0,513	8	=	Zimbabwe	0,456	8	=
Maurice	0,466	9	=	Madagascar	0,499	9	=	Zambie	0,444	10	=
Lesotho	0,386	10	-	Malawi	0,491	10	=	Maurice	0,444	9	=
Malawi	0,367	11	-	Congo, Rép. dém.	0,489	11	=	Angola	0,435	11	=
Rép.-unie de Tanzanie	0,364	12	-	Angola	0,488	12	=	Rép.-unie de Tanzanie	0,389	12	-
Madagascar	0,343	13	-	Rép.-unie de Tanzanie	0,329	13	-	Madagascar	0,388	13	-
Congo, Rép. dém.	0,302	14	-	Seychelles	0,246	14	-	Congo, Rép. dém.	0,380	14	-
Angola	0,281	15	-	Zimbabwe	0,084	15	-	Lesotho	0,292	15	-
Moyenne	0,457			Moyenne	0,508			Moyenne	0,502		
*Moy. des 4 plus élevés	0,595			*Moy. des 4 plus élevés	0,715			*Moy. des 4 plus élevés	0,686		

UMA : scores et classement

Classification globale				Dimension 1 Intégration commerciale				Dimension 2 Infrastructures régionales			
Pays	Score	Rang	Catégorie	Pays	Score	Rang	Catégorie	Pays	Score	Rang	Catégorie
Maroc	0,577	1	+	Tunisie	0,973	1	+	Maroc	0,669	1	+
Tunisie	0,542	2	=	Maroc	0,795	2	=	Libye	0,667	2	+
Algérie	0,477	3	=	Libye	0,748	3	=	Mauritanie	0,434	3	=
Libye	0,389	4	=	Algérie	0,638	4	=	Algérie	0,390	4	=
Mauritanie	0,310	5	-	Mauritanie	0,000	5	-	Tunisie	0,295	5	-
Moyenne	0,459			Moyenne	0,631			Moyenne	0,491		
*Moy. des 2 plus élevés	0,559			*Moy. des 2 plus élevés	0,884			*Moy. des 2 plus élevés	0,668		

*Moyenne des pays les plus performants dans la CER (avec un intervalle de confiance de 95 %) ** Données complètes non disponibles pour le calcul.

- Les scores sont calculés de 0 (bas) à 1 (élevé).

+

= Pays de performance moyenne – le score est dans la moyenne des pays

- Pays de performance faible – le score est inférieur à la moyenne des pays

Dimension 3 Intégration productive				Dimension 4 Libre circulation des personnes				Dimension 5 Intégration financière et macroéconomique			
Pays	Score	Rang	Catégorie	Pays	Score	Rang	Catégorie	Pays	Score	Rang	Catégorie
Zimbabwe	0,738	1	+	Swaziland	0,700	1	+	Afrique de Sud	0,915	1	+
Afrique de Sud	0,551	2	+	Seychelles	0,700	1	+	Namibie	0,650	2	+
Zambie	0,533	3	+	Zambie	0,693	3	+	Botswana	0,589	3	+
Mozambique	0,465	4	+	Zimbabwe	0,664	5	+	Seychelles	0,500	4	=
Swaziland	0,394	5	=	Maurice	0,664	4	+	Zimbabwe	0,498	5	=
Rép.-unie de Tanzanie	0,383	6	=	Afrique de Sud	0,650	6	+	Maurice	0,451	6	=
Congo, Rép. dém.	0,350	7	=	Namibie	0,650	6	+	Lesotho	0,421	7	=
Madagascar	0,301	8	=	Botswana	0,600	8	=	Swaziland	0,372	8	=
Seychelles	0,291	9	=	Lesotho	0,600	8	=	Mozambique	0,333	9	=
Malawi	0,280	10	=	Malawi	0,600	8	=	Madagascar	0,324	10	=
Angola	0,268	11	=	Mozambique	0,586	11	=	Zambie	0,320	11	=
Maurice	0,257	12	-	Rép.-unie de Tanzanie	0,521	12	=	Congo, Rép. dém.	0,214	12	-
Namibie	0,189	13	-	Madagascar	0,200	13	-	Rép.-unie de Tanzanie	0,197	13	-
Botswana	0,175	14	-	Congo, Rép. dém.	0,079	14	-	Angola	0,166	14	-
Lesotho	0,073	15	-	Angola	0,050	15	-	Malawi	0,000	15	-
Moyenne	0,350			Moyenne	0,530			Moyenne	0,397		
*Moy. des 4 plus élevés	0,572			*Moy. des 4 plus élevés	0,689			*Moy. des 4 plus élevés	0,663		

Dimension 3 Intégration productive				Dimension 4 Libre circulation des personnes				Dimension 5 Intégration financière et macroéconomique			
Pays	Score	Rang	Catégorie	Pays	Score	Rang	Catégorie	Pays	Score	Rang	Catégorie
Tunisie	0,667	1	+	Algérie	0,800	1	+	Maroc	0,500	1	+
Maroc	0,586	2	=	Mauritanie	0,667	2	=	Tunisie	0,209	2	=
Libye	0,430	3	=	Tunisie	0,567	3	=	Algérie	0,147	3	=
Algérie	0,411	4	=	Maroc	0,333	4	=	Mauritanie	0,138	4	=
Mauritanie	0,312	5	-	Libye	0,100	5	-	Libye	0,000	5	-
Moyenne	0,481			Moyenne	0,493			Moyenne	0,199		
*Moy. des 2 plus élevés	0,626			*Moy. des 2 plus élevés	0,733			*Moy. des 2 plus élevés	0,355		

Tableau 1. Indice d'intégration régionale en Afrique (IIRA), composites et indicateurs

Indice composite/ (indicateurs par composante)	Indicateurs	
I. Indice composite intégration commerciale (4)	I.a Niveau des droits de douane sur les importations	Cet indicateur mesure la moyenne pondérée des tarifs douaniers effectivement appliqués en pourcentage du total des importations intra-régionales pour l'ensemble des produits identifiés dans le système harmonisé à six digits (SH6).
	I.b Part des exportations intra-régionales de biens (% PIB)	L'indicateur mesure la part de la valeur des exportations intra-régionales de biens en pourcentage du PIB du pays. L'indicateur, exprimé par rapport au PIB, peut être calculé annuellement et par pays.
	I.c Part des importations intra-régionales de biens (% GDP)	L'indicateur est défini comme le pourcentage de la valeur des importations intra-régionales par rapport au PIB. L'indicateur, exprimé par rapport au PIB, peut être calculé annuellement et par pays.
	I.d Part du commerce total intra-régional de biens (% total du commerce intra-régional de la CER)	Cet indicateur est défini comme le ratio de la part du commerce intra-régional du pays par rapport au commerce total intra-régional de la CER. L'indicateur, exprimé par rapport au PIB, peut être calculé annuellement et par pays.
II. Indice composite infrastructure et interconnexions régionales (4)	II.a Indice du développement des infrastructures	L'indicateur est basé sur quatre catégories principales : transport ; électricité ; TIC ; eau et assainissement. Ces catégories sont déclinées en neuf indicateurs ayant un impact direct ou indirect sur la productivité ou la croissance économique. L'indicateur est calculé par la Banque africaine de développement.
	II.b Proportion des vols intra-CER au départ et à l'arrivée dans le pays	Nombre de vols aériens intra-régionaux au départ et à l'arrivée en pourcentage du total des vols internationaux (départ et arrivée) du pays.
	II.c Total du commerce régional d'électricité (net) per capita (en valeur absolue)	L'indicateur mesure le volume annuel d'importations régionales d'électricité moins le volume annuel d'exportations régionales d'électricité, en valeur absolue.
	II.d Coût moyen du roaming	Moyenne des coûts de communication mobile du pays vers d'autres pays de la CER, par minute, en dollar, pratiqués par les principaux opérateurs dans le pays.
III. Indice composite intégration productive (3)	III.a Part des exportations intra-régionales de biens intermédiaires (% Exportations intra- régionales)	Pourcentage des exportations intra-régionales de biens intermédiaires (bien semi-finis) par rapport au total des exportations intra-régionales.
	III.b Part des importations régionales de biens inter- médiaires (% Importations intra-régionales)	Pourcentage des importations intra-régionales de biens intermédiaires (bien semi-finis) par rapport au total des importations intra-régionales.
	III.c Indice de complémentarité des marchandises	L'indicateur est calculé par UNCTAD, il mesure le total en valeur absolue, la différence entre la part des importations et la part des exportations par rapport aux autres pays membres de la CER.
IV. Indice composite de libre circulation des personnes (4)	IV.a Ratification du protocole régional sur la libre circulation des personnes par le pays	L'indicateur, qualitatif, mesure si oui ou non le pays a ratifié le protocole de libre circulation des personnes dans la CER où il est membre. Ratification = 1 ; sinon = 0
	IV.b Proportion des pays membres de la CER dont les citoyens sont sans visa d'entrée	Nombre des autres pays membres dont les citoyens sont sans visa, en pourcentage du nombre total des pays membres de la CER moins un.
	IV.c Proportion de pays membres de la CER dont les citoyens peuvent obtenir le visa à l'arrivée	Nombre des autres pays membres dont les citoyens peuvent obtenir le visa à l'aéroport du pays, en pourcentage du nombre total des pays membres de la CER moins un.
V. Indice composite intégration financière et convergence des politiques macro- économiques (2)	V.a Convertibilité régionale de la monnaie nationale	L'indicateur mesure le nombre de pays de la région avec lesquels le pays partage une monnaie commune ou avec lesquels sa monnaie est convertible.
	V.b Différentiel du taux d'inflation (base IHPC)	Le différentiel d'inflation est la différence entre le taux d'inflation du pays et la moyenne régionale annuelle, sur la base de l'indice harmonisé des prix à la consommation.



Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de la Banque africaine du développement, de la Commission de l'Union africaine ou du secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Découvrez plus :
www.integrate-africa.org

Union Africaine

P.O. Box 3243
Roosevelt Street (Old Airport Area)
W21K19 Addis Abeba, Éthiopie
Tél. : +251 11 551 77 00
Fax : +251 11 551 78 44
www.au.int

Groupe de la banque Africaine de développement

Immeuble du Centre de commerce International d'Abidjan CCIA
Avenue Jean-Paul II, Plateau
01 B.P. 1387
Abidjan 01, Côte d'Ivoire
Tél. : +225 20 26 26 54
www.afdb.org

Commission économique pour l'Afrique

P.O. Box 3001
Addis Abeba, Éthiopie
Tél. : +251 11 544-9900
Fax : +251 11 551-4416
E-mail : ecainfo@uneca.org
www.uneca.org



UNION AFRICAINE



GRUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DEVELOPPEMENT



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique